

Bismarck, le chancelier de fer

Montesquieu : « Il n'est de pouvoir dont on ne soit tenté d'abuser »

Condorcet : « Tout pouvoir, de quelque nature qu'il soit, est toujours ennemi des Lumières ».

Montaigne : « Au plus élevé trône du monde, ne sommes assis que sur notre cul. »

Le pouvoir est sans doute la chose que je déteste le plus au monde, je ne veux ni l'exercer, ni le subir ; je pense plutôt qu'il faudrait l'abolir... sauf peut-être le pouvoir d'achat.

Le pouvoir corrompt, le pouvoir rend fou, il est violent par nature : violence physique bien sûr, mais aussi violence symbolique, toujours présente dans le "pouvoir de" comme dans le "pouvoir sur".

La violence du pouvoir se niche dans toutes les formes de domination, morale, religieuse, sexuelle, politique, bio-politique... Nietzsche, Foucault, Max Weber, Bourdieu en ont fait leur thème central. J'ai du mal à croire que l'"empowerment" soit autre chose qu'un leurre néo-libéral, **cf. JR 5/11**.

Quand le thème "pouvoir, puissance" a obtenu le plus grand nombre de voix lors de notre AG du 1^{er} mai dernier, je me suis donc d'abord dit que ce n'était pas un sujet pour moi.

Puis, en cherchant un peu, je me suis demandé qui, dans l'histoire allemande, incarnait le mieux la figure de l'"homme de pouvoir". Et plutôt qu'Hitler, dont j'ai déjà beaucoup parlé, j'ai pensé à Bismarck (1815-1898), hobereau prussien affublé du "casque à pointe", fondateur de l'État

allemand moderne, dont Max Weber (1864-1920) s'est largement inspiré en définissant l'État rationnel occidental par son « **monopole de la violence légitime** ».

Et Bismarck, qui n'a jamais été élu ni chef d'un parti majoritaire, a su utiliser aussi bien la violence et la force que la persuasion et la diplomatie...

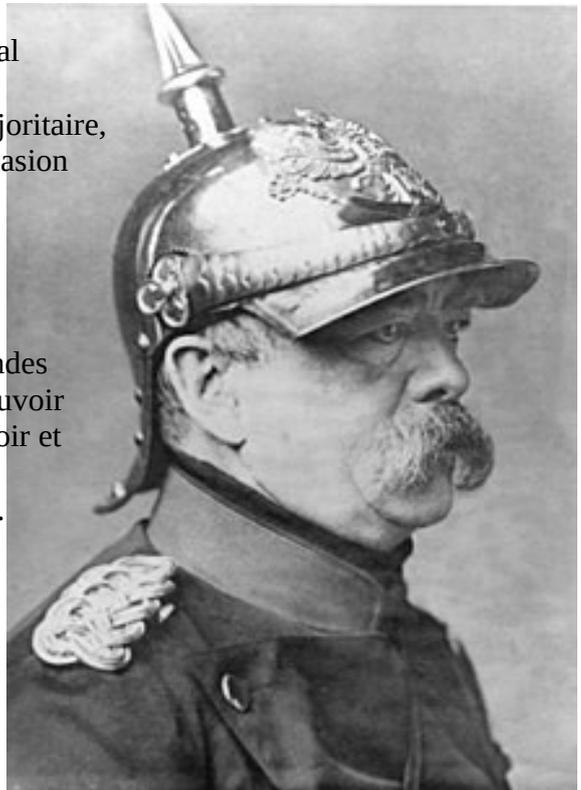
(cf. *texte d'Hannah Arendt sur les rapports entre autorité et pouvoir*, Philippe Mengue 15/10/2019).

Le but avoué de Bismarck était de faire advenir un Reich allemand dominé par la Prusse, et d'en faire une des grandes puissances européennes ; il réunit donc les notions de pouvoir et de puissance, par son exercice inconditionnel du pouvoir et sa volonté de puissance pour son pays – qui sont à bien des égards à l'origine des grands conflits du XX^{ème} siècle.

Pour commencer, voici la manière dont Eric Vuillard, prix Goncourt 2017 avec "L'Ordre du Jour", décrit Bismarck (extrait de "Congo", Actes Sud 2012) :

« Celui qui devait donner son nom à une manière d'accommoder le hareng, à un colorant aux propriétés chimiques extraordinaires, et au Bismarckia qui est un bouquet de feuilles au sommet d'une tige fibreuse,

autrement dit une espèce de palmier, lui en l'honneur de qui seront baptisés un archipel, plusieurs montagnes, une mer et même – ne me demandez pas pourquoi – la capitale du North Dakota, triste État du Midwest des États-Unis, bled comptant à peine plus d'habitants que Bourg-en-Bresse... »...



Éric Vuillard a juste oublié un cuirassé, le fleuron de la marine de guerre nazie (251 mètres de long, 2.200 hommes à bord, blindage 320mm, vitesse 30 nœuds - 50km/h).

PLAN :

Premier cours : le père de l'unité allemande

1. Débuts politiques dans un contexte difficile (1847-1862) :
 - rappel de la situation des pays allemands au lendemain de l'occupation napoléonienne ;
 - échec du "Printemps des peuples" et restauration. Bismarck premier ministre de Prusse.
2. Guerre des Duchés (1864), guerre austro-prussienne (1866), guerre contre la France (1870).

Deuxième cours : le chancelier de fer (1871-1890)

Fondation du Reich et construction de la puissance allemande, politiques intérieure et étrangère.

Conclusion : l'"homme de pouvoir" et son influence sur l'Allemagne du XX^{ème} siècle.

1. Débuts politiques dans un contexte difficile (1847-1862)

A - Rappel de la situation des pays allemands au lendemain de l'occupation napoléonienne

Lorsque le jeune Otto Eduard Leopold von Bismarck, fils d'un grand propriétaire terrien prussien (*Junker*), entame sa carrière politique en 1847 (il a alors 32 ans), l'État allemand n'existe pas – et n'a encore jamais existé.

Après Austerlitz, Napoléon avait dissout en août 1806 le presque millénaire "Saint Empire romain germanique" (fondé en 962 par Othon 1^{er}). Il avait alors créé une éphémère "Confédération du Rhin" et un "Royaume de Westphalie" confié à son frère Joseph ; il avait également fait de la Bavière augmentée du Tyrol un royaume indépendant de l'Autriche.

Mais la brutalité de l'occupation française avait réveillé le sentiment national allemand : **les frères Grimm**, Jacob et Wilhelm, collecteurs de légendes et de poèmes ("*Chants héroïques allemands*", "*Deutsche Mythologie*") et aussi linguistes ("*Grammaire allemande*" et "*Dictionnaire historique de la langue allemande*"), **Kleist**, et surtout **Johann Gottlieb Fichte**, universaliste kantien porteur des idéaux égalitaires de 89, que l'insatiable expansionnisme napoléonien avait transformé en ardent patriote allemand. En 1807, quelques mois après la bataille d'Iéna (oct. 1806), il diffuse largement ses célèbres "Discours à la nation allemande", appel à la constitution d'un État allemand autonome autour de la langue commune et d'un profond renouvellement moral et culturel :

« Wir, Deutschen : Ceux qui parlent le même langage sont unis les uns aux autres par une multitude de liens invisibles [...] ; ils se comprennent tous et ont le pouvoir de continuer à se comprendre de mieux en mieux ; ils sont ensemble et forment par nature un tout indivisible. »

Après l'abdication de Napoléon en avril 1814 et jusqu'à la fin définitive de la triste aventure napoléonienne en 1815 – année de la naissance de Bismarck -, l'Europe se reconfigure sous la houlette du chancelier autrichien **Klemens Wenzel von Metternich** (1773-1859).

C'est le fameux **Congrès de Vienne** (18 septembre 1814 au 9 juin 1815), où afflue toute l'Europe monarchique, tandis que Napoléon est prisonnier à l'île d'Elbe et tente un bref retour (débarquement à Golfe-Juan le 1^{er} mars puis les Cent Jours et Waterloo le 18 juin).

La France est représentée à Vienne par Talleyrand (« *De la merde dans un bas de soie* » disait de lui Napoléon), la Russie par le tsar Alexandre 1^{er}, le Royaume-Uni par Castlereagh et Wellington, et la Prusse par Wilhelm von Humboldt.





Le congrès de Vienne a lieu de 1814 à juin 1815. Avec qui et que font-ils?



Le Congrès ne fait pas que s'amuser : une "**Confédération germanique**" (*Deutscher Bund*) est créée, dotée d'une armée (300.000 hommes, essentiellement autrichiens et prussiens dont la plupart sont stationnés dans des forteresses situées le long de la frontière française), d'un parlement siégeant à Francfort (*Bundestag*) et d'un Conseil restreint présidé par l'Autriche.

Elle regroupe les territoires de l'ancien Saint-Empire, qui demeure morcelé en 39 États : la partie germanique de l'empire d'Autriche, cinq royaumes (la partie occidentale du royaume de Prusse, Saxe, Wurtemberg, Hanovre et Bavière), douze principautés, sept grands-duchés et quatre villes libres (Brême, Hambourg, Lübeck et Francfort). 30 millions d'habitants.

<https://mjp.univ-perp.fr/constit/de1815.htm>

La Prusse obtient Dantzig, Posen, la moitié nord de la Saxe et une grande partie des provinces de Rhénanie et de Westphalie afin de constituer un rempart contre la France, avec laquelle elle a désormais une frontière commune. Mais la France conserve l'Alsace, la Lorraine et la Flandre du sud (Lille, Douai, Dunkerque), en échange du retour des Bourbons (Restauration).

L'Autriche recouvre la plupart des territoires qu'elle avait perdus et reçoit quelques territoires allemands (Salzbourg) et italiens (Lombardie, Vénétie et Dalmatie – aujourd'hui Slovénie).



Enfin création de la *Sainte Alliance* entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, alliance très éphémère des monarchies les plus réactionnaires dans le but d'éviter à tout prix la répétition de la Révolution française. La France de Louis XVIII y adhèrera dès 1818.

Ce sont donc les principes de légitimité et de restauration monarchique qui l'emportent, ainsi que le souci britannique et autrichien du maintien d'un équilibre des puissances en Europe.

L'aspiration des peuples à l'unité nationale, à plus de liberté et à la participation de la bourgeoisie aux décisions politiques – sur le modèle de la France révolutionnaire - est ignorée, ce qui alimentera les révoltes libérales du Printemps des Peuples de 1848, notamment en Italie et en Allemagne.

Le slogan « **Einheit und Freiheit** » (*Unité et liberté*) résume les attentes des Allemands. Ce fut au contraire un retour au pouvoir dynastique et à l'absolutisme, exprimé dans les **décrets de Karlsbad**, édictés le 20 septembre 1819 sous l'égide de Metternich, et du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III. L'assassinat d'un écrivain allemand (*August von Kotzebue*) par un étudiant membre d'une *Burschenschaft* (corporation étudiante libérale) servit alors de prétexte à la promulgation d'une série de lois fédérales visant à réprimer l'opposition et à endiguer les idées propagées dans toute l'Europe lors de la Révolution française : encadrement strict des universités et des écoles, interdiction des *Burschenschaften*, liberté de la presse fortement réduite.

Cette période de répression implacable, qui s'étend du Congrès de Vienne et des décrets de Karlsbad aux révolutions de 1848, est souvent désignée sous le nom de "**Vormärz**" ("*avant mars*"), la "Révolution de mars" étant le nom donné en Allemagne au "Printemps des peuples" de 1848 .

C'est une époque de grande pauvreté dans les campagnes allemandes, la disparition du travail à domicile et les débuts de la révolution industrielle provoquent l'appauvrissement des artisans et l'apparition d'un prolétariat industriel aux conditions de vie et de travail insupportables ; d'où de nombreuses révoltes sauvagement réprimées par les deux grandes puissances réactionnaires qui dominent alors les territoires de langue allemande : l'empire d'Autriche et le royaume de Prusse.

Voir le film "**Heimat**" d'Edgar Reitz (2013), dont l'action se déroule dans les années 30-40 du XIX^{ème} siècle, dans un village du Hunsrück en Rhénanie qui vient d'être rattachée à la Prusse par le Congrès de Vienne. Le film montre bien le désir d'émancipation du jeune Jakob, la dureté de la police politique prussienne, la misère et l'émigration massive des paysans allemands vers les Amériques.



Toute velléité d'opposition est impitoyablement censurée, la classe ouvrière est étroitement surveillée. **Marx** doit fuir la censure prussienne en 1843 et s'installe alors à Paris, d'où il sera expulsé par Guizot deux ans plus tard. Les intellectuels libéraux qui militent pour un État allemand autonome et démocratique sont contraints au silence ou à l'exil :

- Les publications du mouvement "**Junges Deutschland**" sont interdites en Allemagne par le Bundestag de Francfort dès décembre 1835, accusées de « *s'attaquer à la religion chrétienne de la manière la plus impudente (...) et de détruire toute discipline et toute forme de moralité, sous couvert d'un style s'apparentant aux belles lettres et accessible à toutes les classes de lecteurs* ».

- **Georg Büchner** se réfugie à Strasbourg (1835), après avoir diffusé clandestinement "*Le Messager des campagnes hessoises*" avec le mot d'ordre « *Paix aux chaumières, guerre aux palais !* ».

- **Heinrich Heine**, dont les prises de position en faveur de la Révolution française de juillet 1830 ("Trois Glorieuses" qui ont porté Louis-Philippe au pouvoir en France) lui avaient valu les foudres de la censure prussienne, avait fui à Paris dès 1831 (il y mourra en 1856). Les œuvres de cet immense poète sont interdites dans toute la Confédération, préfigurant les autodafés nazis. Il avait écrit : « *Là où on brûle des livres, on finit par brûler des hommes.* » (Almansor 1823).

- **Les sept de Göttingen**, groupe de professeurs d'Université parmi lesquels les **frères Grimm**, sont renvoyés et pour certains contraints à l'exil, pour avoir publié en 1837 une lettre de protestation solennelle défendant l'idée de constitution, qui trouva un écho dans toute la Confédération germanique.

C'est également sur le plan artistique la période dite "**Biedermeier**", dont l'esthétique bourgeoise conservatrice et politiquement résignée magnifiait la vie familiale et le bonheur domestique.

Zèle, probité, fidélité, sens du devoir, modestie y étaient les vertus les plus prisées.

La littérature Biedermeier (Annette von Droste-Hülshoff, Grillparzer, Stifter) célébrait une vie simple loin de l'industrialisation et de l'urbanisation, peinture et musique décrivaient une nature pure et idyllique (Mendelssohn, Schubert, valse de Strauss père).

Cette période difficile est cruciale pour qui veut comprendre ce que certains appellent "l'âme allemande", tiraillée entre l'amour d'une nature à la fois terrible et maternelle, et la nostalgie (**Sehnsucht**) d'un passé perdu et de la douceur du foyer (**Heim**). Le ressentiment (*Nietzsche !*) envers ceux qui ont accaparé le fruit du travail des vaillants Germains (**tüchtig**) accouche d'un nationalisme rimant avec révolution démocratique et désir d'autonomie, que la peur du déclassement fait déboucher au pire sur une féroce volonté de puissance.

Le poète **Hoffmann von Fallersleben** illustre ces apparentes contradictions : membre de "**Junges Deutschland**", ses œuvres furent censurées, et en particulier son "Lied der Deutschen" (le chant des Allemands - 1841) ou "Deutschland über alles"... qui devint l'hymne national allemand en 1922.

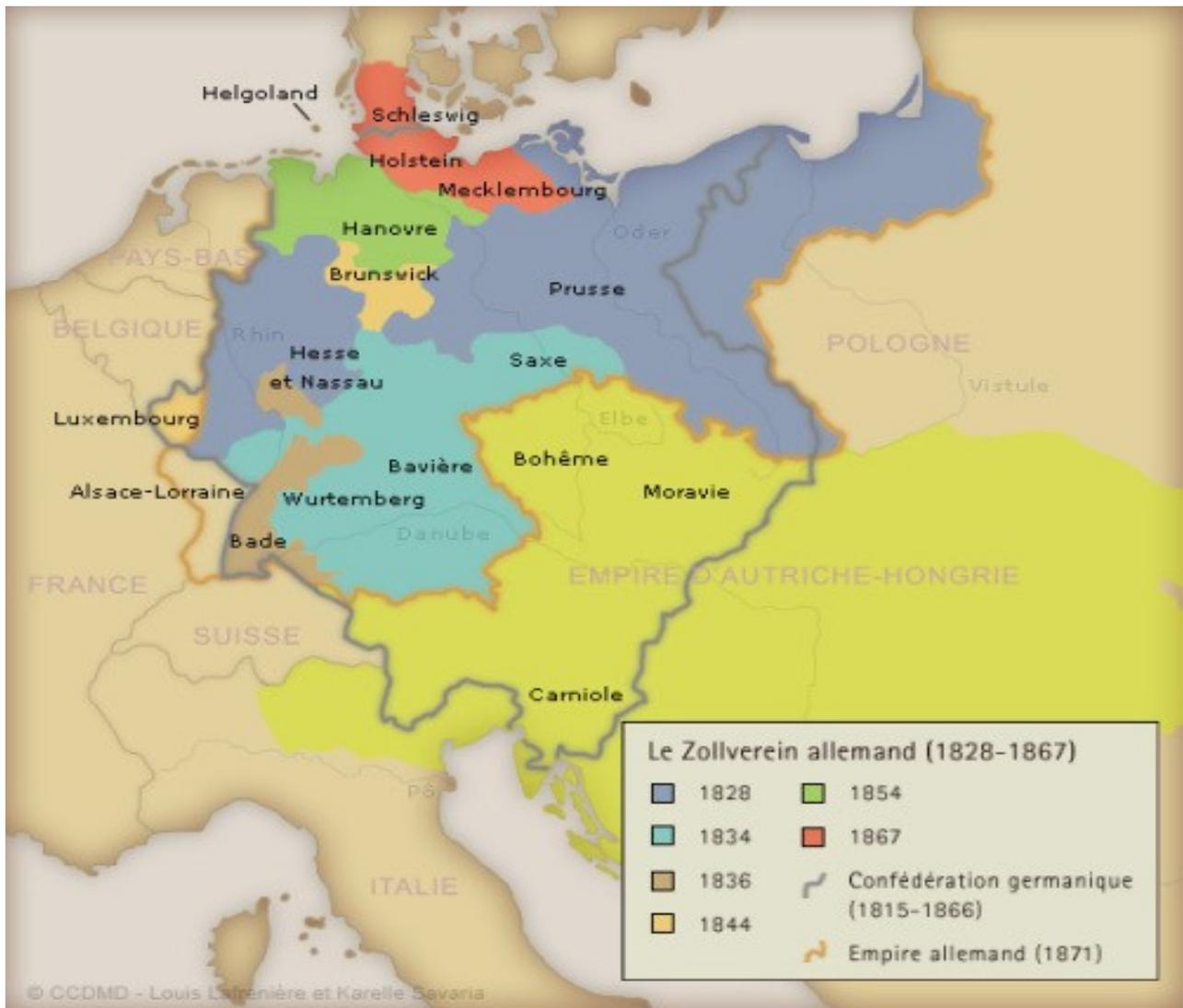
*Union et droit et liberté / Pour la patrie allemande ! / Visons tous ce but / Dans la fraternité
du cœur et de l'esprit !*

*Union et droit et liberté / Sont un gage de bonheur / Rayonne dans la splendeur de ce
bonheur / Rayonne, patrie allemande !* Musique de Joseph Haydn

C'est aussi à cette époque qu'est fondé le "**Zollverein**" – Union douanière - (22 mars 1833, en vigueur le 1^{er} janvier 34), dans le but de faciliter le commerce entre les pays allemands et de les protéger de la concurrence anglaise : création d'un marché intérieur unique puis d'une monnaie commune (**le Thaler**), laissant subsister les monnaies locales, harmonisation des règles fiscales et économiques, et aussi arrières-pensées politiques : c'est la première structure allemande excluant l'Autriche, qui y voyait l'ébauche d'un État allemand indépendant de l'empire autrichien et a donc tenté à plusieurs reprises d'y entrer pour la dominer. Selon son instigateur l'économiste **Friedrich List**, un espace douanier unifié devait en effet conduire à la formation d'un État-nation allemand, en lieu et place de la Confédération germanique inféodée à l'Autriche.

Le futur chancelier Bismarck s'appuiera largement sur les succès de cette structure – dynamisme commercial et industriel, forte croissance malgré les crises – pour écarter l'Autriche et faire finalement aboutir son projet de "petite Allemagne" dominée par la Prusse.

La création d'un espace de libre-échange comme préalable à la création d'une union politique...



Mais revenons à Bismarck, prussien avant d'être allemand.



Né le 1^{er} avril 1815, à Schönhausen, petite ville de Saxe-Anhalt. Père propriétaire terrien prussien, s'installe dès 1816 en Poméranie (nord de la Prusse, aujourd'hui Pologne).

Études secondaires et Abitur (1832) à Berlin, élève dissipé, refusant l'autorité.

Étudiant en droit à Göttingen puis à Berlin, il exprime déjà ses convictions conservatrices, critiquant les idées libérales de la Révolution de Juillet et s'opposant au mouvement du "Vormärz".

Ces mêmes années 40 voient le jeune Bismarck exploitant agricole des terres familiales – excellent gestionnaire commençant à s'intéresser à la politique locale au niveau du canton dont son frère aîné est conseiller. Prises de position antisémites, que l'on retrouvait alors chez nombre de nationalistes allemands.

À 32 ans (1847) – photo ci-contre, ce hobereau prussien cultivé, ardent défenseur de la petite noblesse terrienne,

entre au "**Parlement uni prussien**" (*preußischer vereinigter Landtag*) comme représentant désigné par ses pairs de la chevalerie de la partie de la Saxe rattachée à la Prusse depuis le Congrès de Vienne. À cette époque, il n'y avait en Prusse ni constitution, ni parlement national. Seuls les parlements provinciaux (*Provinziallandtag*) existaient depuis 1823.

Afin d'unifier son vaste territoire, la monarchie prussienne avait décidé la construction de lignes de chemin de fer stratégiques, les investisseurs privés ne s'intéressant qu'aux lignes rentables.

Mais il lui fallait emprunter, et tout nouvel emprunt devait avoir l'approbation d'une représentation nationale. Le roi dut donc se résigner à appeler une assemblée permanente : le "Parlement uni prussien", où siégeait le jeune Bismarck.

Ce parlement est convoqué pour la première fois le 11 avril 1847. Ses 600 membres sont issus des parlements provinciaux, ce qui signifie qu'ils sont soit nobles, soit grands propriétaires terriens, comme Bismarck. Ni démocrate ni représentant de mouvement de travailleurs, mais une majorité penchant pour une monarchie constitutionnelle.

Le parlement refuse au roi le droit d'emprunter les crédits nécessaires à la construction du chemin de fer Berlin-Königsberg, et Frédéric-Guillaume IV décide de le dissoudre dès juin 47.

Bismarck est un des rares qui ont soutenu le roi, ce qui lui permet de sortir de l'anonymat. Excellent orateur, il acquiert dans cette éphémère assemblée la réputation de défenseur intraitable des intérêts aristocratiques et des droits de la couronne face aux constitutionnalistes, ce qui lui vaut d'être admis dans le premier cercle des proches du souverain.

B. Échec du "Printemps des peuples" et rivalité austro-prussienne.

1848, « *Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.* » (début du "Manifeste").

À l'éclatement de la révolution française de février 1848, Marx quitte la Belgique où il résidait depuis 1845 (chassé de Paris par Guizot) pour revenir à Paris. Avec l'extension de la révolution à l'Allemagne ("Révolution de mars"), il part pour Cologne où il dirige la "Nouvelle Gazette rhénane" (*Neue Rheinische Zeitung*). Le gouvernement prussien l'expulse le 16 mai 48, il retourne alors à Paris dont il est de nouveau chassé en juin 49. Il part ensuite pour Londres où il résidera jusqu'à sa mort en 1883. Marx n'a jamais rencontré Bismarck, qui l'a toujours considéré comme le chef d'une organisation de conspirateurs.

Une série de mauvaises récoltes (**mildiou**), un début de crise monétaire et surtout l'exemple contagieux des journées de février et la proclamation de la République à Paris ont suffi pour faire dégénérer une situation pré-insurrectionnelle issue du Vormärz.



Le mouvement est parti du Pays de Bade et de l'assemblée populaire de Mannheim (27 février 1848), qui formule les principales revendications de la "**Märzrevolution**" : « 1. Armement du peuple avec libre élection des officiers ; 2. Liberté de la presse inconditionnelle ; 3. Cour d'assises indépendante selon l'exemple anglais ; 4. Établissement immédiat d'un parlement allemand. » L'insurrection gagne rapidement l'ensemble de l'Empire, et en particulier la Prusse : barricades victorieuses à Berlin le 18 mars 1848 (Friedrich Engels, Wilhelm Liebknecht – père de Karl). Frédéric-Guillaume IV se rallie alors à la révolution : il décide enfin de former une assemblée nationale afin de doter la Prusse d'une constitution, décrète la liberté de la presse, et s'engage à réformer la Confédération germanique.

Bismarck est fermement opposé à la révolution de mars. Quand il apprend les succès du mouvement à Berlin, il décide d'armer les paysans de Schönhausen (sa terre natale), et propose de les faire marcher sur Berlin. Il craint avant tout la formation d'une unité allemande sous l'égide des libéraux, et échappant à la domination prussienne.

La reconnaissance de la révolution par Frédéric-Guillaume IV fait échouer temporairement les plans de Bismarck, **qui n'est pas élu** dans la nouvelle assemblée nationale prussienne.

En revanche, il prend part dès juillet au "Parlement des Junker" ("*Verein zum Schutz des Eigentums*" = Association pour la protection de la propriété), rassemblement extra-parlementaire dont le but est de protéger les intérêts des propriétaires terriens.

En été 1848, il est aussi l'un des membres fondateurs et des rédacteurs du **Neue Preussische Zeitung** (Nouveau journal prussien), plus couramment nommé *Kreuzzeitung* ("Journal à la croix") à cause de la croix de fer figurant au milieu de son titre. Ce journal réactionnaire et antisémite paraîtra jusqu'en 1939. Bismarck y écrit de nombreux articles.

Fin mai 1848, lorsque les troubles se sont un peu calmés, le roi entreprend un revirement réactionnaire.

En novembre, les troupes royales entrent à Berlin, le roi fait disperser par l'armée et dissout l'assemblée nationale prussienne. Il accorde ensuite une constitution (décembre 1848), bien en dessous des revendications de la révolution de mars : à la **chambre haute**, ou chambre des seigneurs de Prusse, dont les membres sont les aînés des familles nobles + ceux nommés par le roi, s'ajoute une **chambre basse**, ou chambre des représentants de Prusse (diète), élue au suffrage inégalitaire et censitaire des trois classes (la minorité la plus riche élit un tiers des députés, la classe moyenne un autre tiers et la vaste majorité des sujets de Prusse un dernier tiers).

Ce système garantit à l'aristocratie terrienne une surreprésentation et assure la paix au gouvernement du roi, d'autant plus que celui-ci dispose d'un droit de veto sur chaque décision et du droit de dissolution sans justification. Système conservé en Prusse jusqu'en 1918.

Bismarck se trouve naturellement parmi ceux qui participent activement à cette contre-révolution. Il espère alors être récompensé par un poste de ministre. Mais il passe pour trop extrémiste, même au sein des cercles conservateurs. Le roi écrit d'ailleurs en note sur sa liste de propositions : « à utiliser seulement là où la baïonnette agit sans limite »

Parallèlement, les mouvements révolutionnaires dans l'ensemble de la Confédération germanique aboutissent à l'élection au suffrage universel masculin du **Parlement de Francfort** (*Frankfurter Nationalversammlung*), qui siège du 18 mai 1848 au 31 mai 1849 dans l'église St Paul de Francfort. C'est la première assemblée élue en Allemagne.

Constituée essentiellement de libéraux et de nationalistes issus du Vormärz, les désaccords y sont nombreux : suffrage universel ou censitaire, droit de veto du roi, question sociale, ouverture économique, droits civiques, etc, et surtout définition de l'Allemagne : les partisans d'une "grande Allemagne" incluant l'Autriche, au risque de voir celle-ci et les Habsbourg catholiques dominer l'ensemble, s'opposent aux partisans d'une "petite Allemagne" excluant l'Autriche et dominée par la Prusse et les Hohenzollern protestants.

C'est finalement la solution du "*Kleindeutschland*" (petite Allemagne) qui est retenue. L'assemblée vote en décembre 1848 un catalogue de droits fondamentaux et en mars 1849 une constitution, dite "constitution de Francfort", qui prévoit entre autres la garantie des droits fondamentaux (liberté de circulation, de conscience, de la presse) et une monarchie constitutionnelle avec à sa tête un empereur (*Kaiser*) héréditaire.

Le Parlement propose alors la couronne impériale au roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV (3 avril 1849), mais celui-ci la refuse, se voulant "de droit divin" et méprisant un « *collier de servitude offert par des maîtres boulangers* » qui avait l'« *odeur nauséabonde de la révolution* ». On retrouve ici l'influence de la très réactionnaire Camarilla berlinoise, et en particulier de Bismarck qui voyait dans cette offre le risque d'une dissolution de la Prusse dans l'Allemagne unifiée :

« *Prussiens nous sommes, Prussiens nous voulons rester.* »

Les députés autrichiens, puis prussiens, quittent alors l'Assemblée, qui ne tarde pas à être dispersée par les troupes prussiennes, les députés restant se réfugiant à Stuttgart, donc hors de Prusse, dans un éphémère "Parlement croupion" (*Rumpfparlament*).

Retour à la Confédération germanique d'avant mars 48, au statu quo du Congrès de Vienne.

Friedrich Engels écrit en 1852 dans *Revolution und Konterrevolution in Deutschland* :

« *Le fait que le destin de la révolution se jouait à Vienne et Berlin, sans même que l'on prenne la moindre note de l'existence de l'assemblée nationale de Francfort ; ce fait suffit à montrer que cette institution était simplement un club pour débattre, constitué d'un tas de moins-que-rien naïfs, qui se laissaient utiliser comme des marionnettes parlementaires par les gouvernements afin de donner du spectacle aux épiciers et aux artisans des petits États et des villes tant qu'on pensait cela utile, ce qui permettait de détourner l'attention des vrais décideurs.* » Une sorte de "grand débat" ?

La "révolution de mars" se soldait donc par un échec, et la tentative de création d'un État-nation unifié et démocratique fut violemment réprimée par les troupes prussiennes et autrichiennes (Bakounine et Wagner côte à côte sur les barricades de Dresde en mai 1849).

En fait, les princes ont réagi « *à une demi-révolution par une contre-révolution entière* » (Marx).

La décennie 1850 marque ainsi une nouvelle phase de réaction :

► En Autriche, le conservatisme triomphe avec le chancelier **Schwarzenberg** (ci-contre), et le néo-absolutisme de **François-Joseph**, empereur de droit divin (ci-dessous).



Époux d'Élisabeth de Bavière ("*Sissi*", morte assassinée en 1898), père de Rodolphe mort à 30 ans dans des conditions mystérieuses à Mayerling, et oncle de son successeur désigné François-Ferdinand, assassiné le 28 juin 1914 à Sarajevo par un indépendantiste serbe de Bosnie, il régnera jusqu'à sa mort en 1916.

► En Prusse,

Frédéric-Guillaume IV aurait bien poursuivi le projet d'union nationale sous la forme d'une "union restreinte" (***Union d'Erfurt***), petite Allemagne dont le roi de Prusse prendrait la présidence, désigné par ses pairs, et non par une assemblée élue. Mais il lui faut l'accord de l'Autriche, alors empêtrée dans une guerre civile contre les indépendantistes hongrois (***Kossuth***).



Bismarck suggère de profiter de ce rapport de force favorable pour imposer à l'Autriche la parité avec la Prusse au sein de la Confédération, mais l'intervention de la Russie aux côtés de l'Autriche pour mater les révoltes hongroises renverse la situation et l'intransigeance de Schwarzenberg ruine le projet. Isolée diplomatiquement et inférieure militairement face à l'alliance austro-russe, la Prusse démobilise et ses plénipotentiaires doivent signer en **mars 1850** un accord cuisant à Olmütz (Olomouc en République tchèque).

Cette **Olmützer Punktation** devient la "reculade d'Olmütz", par laquelle la Prusse accepte la poursuite du Deutscher Bund de 1815, avec présidence autrichienne, comme si rien ne s'était passé.

La capitulation de la Prusse devant l'Autriche et les renoncements de Frédéric-Guillaume IV sont ressentis par les Allemands comme une nouvelle humiliation, après Canossa, après la domination des Habsbourg catholiques autrichiens, après le morcellement des traités de Westphalie mettant fin à l'atroce guerre de trente ans, après l'échec des rêves nationalistes issus des révolution françaises (1789, 1830 et 1848) face à l'impérialisme autrichien.

Je cite ici Norbert Elias ("*Les Allemands*", p.419 et suivantes) :

« Les gens se demandent souvent pourquoi le retour en force le plus spectaculaire de la sauvagerie dans un État-nation industrialisé avancé a précisément eu lieu en Allemagne. Et, dès lors que les explications du type de celles qu'employaient les nazis – que quelque chose dans la "nature" des Allemands, de "racial" ou de biologiquement héréditaire, aurait été responsable de cette résurgence – doivent être écartés comme de purs fantasmes, il convient, résolument, de rechercher une réponse (...) en termes "historiques". (...)

Le fait que les subdivisions du premier Reich allemand – le Saint Empire romain germanique – furent si nombreuses et si distantes les unes des autres, et que les forces centrifuges furent en conséquence si fortes, le fait aussi que, pendant longtemps, les Allemands ne cessèrent jamais de se combattre (...), tout cela laissa des traces profondes dans l'image que les Allemands avaient d'eux-mêmes et dans l'image que les autres peuples se faisaient des Allemands. De là une aspiration acharnée à l'unité (...), qui trouva une expression supplémentaire dans l'aspiration à un souverain, à un monarque, à un leader à poigne qui fût de taille à mettre fin aux discordes et à instaurer l'unité tant recherchée (...) Aussi furent-ils amenés à ressentir au plus profond d'eux-mêmes que leur peuple était ainsi fait qu'il resterait désuni, sauf à ce que survint un chef puissant, un Kaiser ou un Führer, capable de les sauver d'eux-mêmes non moins que de les délivrer de leurs ennemis (...).

*On pouvait encore entendre dans les années 1920-1930 l'expression "Sans monarchie, c'est l'anarchie", ou encore "La démocratie parlementaire, c'est très bien pour les Américains et les Britanniques, mais ce n'est pas pour nous. C'est anti-allemand. Ce dont nous avons besoin, pour nous maintenir en bon ordre, c'est d'un homme fort". » **Nostalgie de l'ère Bismarckienne.***

Au printemps 1851, Bismarck est nommé représentant de la Prusse auprès de la Diète de Francfort, parlement de la Confédération germanique restaurée (*Deutscher Bund*).

C'est un poste diplomatiquement hautement sensible, étant donné la tension extrême qui règne alors entre la Prusse et l'Autriche, qui préside statutairement la Confédération.

Il doit cette nomination au fait qu'il s'est finalement rallié aux conditions de la "reculade d'Olmütz" : face à l'Autriche alliée à la Russie, et avec probablement le soutien de Napoléon III, la Prusse n'avait aucune chance, *« le seul fondement sain d'un grand État, c'est l'égoïsme, et non la sensibilité. »*

On voit ici l'une des premières caractéristiques de l'art de gouverner selon Bismarck : une grande conscience du rapport de forces et un certain pragmatisme, ce qui l'amènera à prendre des positions parfois apparemment contradictoires. On peut déjà parler de **Realpolitik**.

Malgré son absence totale d'expérience en matière de diplomatie, il ne tarde pas à comprendre que le système complexe de représentation des 39 États qui forment le Bund, divers et très inégaux, joue en faveur de l'Autriche et permet à celle-ci de refuser la parité que Berlin lui réclame.

La Prusse doit en conséquence choisir de faire pression sur Vienne en agitant la menace d'une alliance avec une puissance extérieure au Bund.

Deux possibilités :

- La France de Napoléon III, détestée par les Prussiens, les souvenirs de l'occupation napoléonienne sont trop frais. Mais laisser planer l'idée de la possibilité d'une telle alliance peut s'avérer utile.
- La Russie de Nicolas I^{er} (tsar de 1825 à 1855), puis d'Alexandre II (1855-1881). Mais le soutien apporté à l'Autriche par la Russie lors des révoltes hongroises de 1850 a contraint la Prusse à s'humilier ("reculade d'Olmütz"). La Prusse doit donc être prête à saisir la première occasion de rompre l'axe austro-russe issu de la Sainte-Alliance et soigner ses relations avec la Russie.

Les occasions ne tardent pas à se présenter, sous la forme de deux crises internationales majeures : la guerre de Crimée et la guerre d'indépendance italienne.

► La guerre de Crimée (1853-1856), qui oppose la Russie à une coalition formée de l'Empire ottoman, de la France et du Royaume-Uni. L'Autriche refuse d'intervenir aux côtés de la Russie et de "renvoyer l'ascenseur" par rapport à l'intervention de 1850, et signe au contraire avec la Prusse un traité stipulant la non-intervention de la Confédération germanique (avril 1854).

François-Joseph déclare alors « *En Orient, la Russie est de tout temps notre ennemi naturel* », et signe un traité d'alliance avec la France et le Royaume-Uni (2 décembre 1854), faisant entrer l'Autriche seule dans le conflit, aux côtés des ennemis de la Russie. La Prusse reste neutre.

Le verrou austro-russe a ainsi volé en éclats ; la Prusse, en refusant de s'aligner sur l'Autriche, s'est acquis à Saint-Petersbourg un certain capital de sympathie ; et – cerise sur le gâteau –, leur hostilité commune envers l'Autriche rapproche la France et la Russie.

Ces bouleversements ne vont pas jusqu'au renversement d'alliances souhaité par Bismarck, qui n'est encore qu'ambassadeur de Prusse auprès de la Confédération germanique, et ne parvient pas à vaincre les réticences de Frédéric-Guillaume IV à rompre les liens de suzeraineté qui le soumettent à l'empereur d'Autriche pour la partie occidentale de la Prusse qui fait partie de la Confédération.

À Francfort, il se consacre au renforcement du *Zollverein*, avec cette fois le soutien du roi, dont les directives sont sans ambiguïté : « *Je tiens pour une nécessité politique de procéder sans retard à un abaissement des tarifs douaniers du Zollverein, tel que l'Autriche ne puisse s'en accommoder* ».

Au centre du réseau d'échanges induit par le *Zollverein*, au centre d'un réseau de chemins de fer en plein développement, ses bassins houillers produisant 90% du charbon allemand, possédant manufactures et ateliers à la pointe des techniques modernes, la Prusse ne tarde pas à acquérir une position dominante dans les secteurs industriels en pleine croissance.

« *L'Empire Allemand fut fondé par la construction du premier chemin de fer* » (Wilhelm Raabe – 1831-1910 – auteur très populaire, notamment grâce à *La Chronique de la Rue des moineaux* (*die Chronik der Sperlingsgasse*)).

Octobre 1857 : victime d'une attaque, Frédéric-Guillaume est contraint d'abandonner peu à peu le pouvoir (il mourra 4 ans plus tard), au profit de son frère cadet Guillaume, le futur Guillaume I^{er} (portrait ci-contre).

Partisan d'une alliance avec l'Autriche, opposé à tout rapprochement avec la France, absolutiste respectueux de la constitution et modérément libéral, tout l'oppose alors à Bismarck qui n'est donc plus à sa place à Francfort. Celui-ci est malgré tout nommé ambassadeur à Saint-Petersbourg, où il est accueilli en ami en raison de ses positions anti-autrichiennes.



Son arrivée à Pétersbourg coïncide avec le début d'une nouvelle crise en Europe :

► La guerre d'indépendance italienne (1858-1860), qui oppose la France à l'Autriche (Solférino, Magenta) et entraîne l'affaiblissement de cette dernière, dont Bismarck aimerait profiter pour réaliser son programme de "petite Allemagne" :

« *Que l'armée prussienne fasse marche vers le Sud, qu'elle porte les poteaux-frontière sur le lac de Constance, ou là où le protestantisme cesse d'être dominant.* »

Mais l'opinion publique allemande reste farouchement anti-française, et Guillaume préfère rester prudent. Il propose son aide à François-Joseph, vaincu à Solférino, et exige en échange le commandement des forces armées de la Confédération. François-Joseph refuse et préfère négocier avec Napoléon III l'abandon de la Lombardie, plutôt que d'abandonner une parcelle de souveraineté en Allemagne.

Cette attitude relance la rivalité austro-prussienne, et le conservateur Bismarck n'hésite pas à conclure une alliance de circonstance avec les libéraux défenseurs de l'indépendance italienne.

"La création d'un royaume d'Italie viable serait un évènement favorable pour la Prusse."

Mais le réflexe de défense de la légitimité monarchique face à Napoléon III et aux "chemises rouges" ne tarde pas à jouer : Guillaume, François-Joseph et Alexandre II se rencontrent à Varsovie (juillet 1860) pour refonder la Sainte-Alliance, Bismarck semble discrédité.

Ses idées font cependant leur chemin, le pragmatisme et les nécessités économiques finissent par l'emporter sur les vieilles fidélités féodales. Si Bismarck n'a pas encore obtenu le poste convoité de ministre des affaires étrangères de Prusse, c'est un proche qui a été nommé – le comte Albrecht von Bernstorff -, qui mène une politique directement inspirée de Bismarck.

Ne craignant pas de mécontenter l'Autriche, il reconnaît en août 1862 le royaume d'Italie, et surtout signe avec la France un traité de libre-échange dont les tarifs doivent s'appliquer à l'ensemble des États du Zollverein. Incapable de s'aligner sur ces tarifs, l'Autriche, qui n'est pas membre du Zollverein, se retrouvera économiquement isolée.

C'est donc la politique prônée depuis longtemps par Bismarck qui semble s'imposer, même si elle est menée par un autre. En compensation, Bismarck, parfait francophone, est nommé ambassadeur à Paris (mai 1862), poste capital dans le cadre du basculement des alliances.

Mais l'écho de 1848 ne s'est pas totalement éteint : au sein des Empires, les révoltes nationales se multiplient (Pologne, Hongrie), encouragées par l'exemple italien et soutenues par les libéraux. Et c'est encore une fois de France que souffle le vent de la révolution sociale. L'esprit unanimiste des banquets républicains et des journées de février a vite été balayé par la sanglante répression de juin, où les barricades ouvrières ont été mitraillées par les troupes de la République libérale. Ce massacre marque la rupture entre bourgeoisie libérale et monde ouvrier, et inaugure la montée en puissance du mouvement ouvrier, ce que **Marx** sera le premier à comprendre.

En 1859, il participe depuis Londres au journal germanophone *Das Volk*, où il prend clairement position contre **Ferdinand Lassalle**, socialiste partisan de la formation de coopératives ouvrières de production et proche de ceux que Marx qualifiera de "socialistes utopistes" (Proudhon, Leroux, etc). Lassalle avait fondé en mai 1863 l'*Association générale des travailleurs allemands* (ADAV), premier parti ouvrier allemand que Marx refusa d'inclure dans la 1^{ère} Internationale (AIT – Londres 1864). Il considérait Lassalle comme un "nègre-juif allemand" (*lettre à Engels du 30 juillet 1862*) et un traître réformiste, car Lassalle était en contact avec Bismarck, partisan comme lui de la "petite Allemagne", contrairement aux marxistes pangermanistes.

D'après Marx, Bismarck aurait encouragé les projets de Lassalle, afin de «*jouer la classe ouvrière contre la bourgeoisie issue de la révolution de 1848*» (interview de Marx dans le *Chicago Tribune* du 5.1.1879 - https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/sda/sda_2_2.htm).

Mais en Prusse, le système électoral interdit toute représentation du mouvement ouvrier, alors que les projets du gouvernement sont de plus en plus discutés par les libéraux attentifs à ne pas se laisser dépasser sur leur gauche.

En 1860, le régent Guillaume et son ministre de la guerre, **Albrecht von Roon**, décident de renforcer l'armée : le nombre des soldats (150.000) est le même qu'en 1815 alors que la population du royaume a doublé. Afin de rattraper le retard pris par la Prusse sur ses voisins, France et Autriche, qui disposent d'effectifs trois fois supérieurs, le service militaire doit passer de deux à trois ans. Mais Guillaume – "roi soldat" - refuse de soumettre ces réformes à l'approbation de la diète, considérant que l'organisation du système militaire relève des prérogatives de la couronne. Les élections de décembre 1861 sont catastrophiques pour le gouvernement (écrasante majorité des libéraux), dissolution, nouvelles élections qui accentuent le résultat des précédentes, blocage. Refusant de passer en force avec l'aide de l'armée, Guillaume songe à abdiquer. C'est alors que Von Roon rappelle à Berlin Bismarck qui vient juste d'être nommé ambassadeur de Prusse à Paris.



Le 22 sept. 1862, entrevue avec le roi Guillaume I^{er}, au cours de laquelle Bismarck se déclare prêt à s'engager pour la réorganisation de l'armée, malgré l'opposition de la majorité libérale de la diète.
« Si votre majesté devait me donner des ordres avec lesquels je suis en désaccord, je lui expliquerai toujours mon avis ; mais si Elle devait en rester au sien, je préférerais mourir avec mon Roi que de l'abandonner à la domination d'un parlement. »

Bismarck (47 ans, photo ci-contre) est alors nommé **Premier ministre et ministre des affaires étrangères** du royaume de Prusse et utilise de suite le "vide constitutionnel" créé par l'opposition entre les deux chambres, la chambre basse (diète) libérale et la chambre haute traditionnellement conservatrice.
« Les grandes questions de notre temps ne seront tranchées ni par des discours ni par des votes à la majorité, mais par le fer et par le sang. » (célèbre discours du 30 septembre 1862).

Période difficile pour Bismarck qui, responsable devant le seul roi, doit cependant gouverner contre une diète à majorité libérale qui a le pouvoir de lui refuser tout budget.

La situation s'aggrave encore lorsque Bismarck, toujours soucieux de se concilier la Russie, entend porter secours à celle-ci en difficulté avec les Polonais de la zone russe [à l'issue du Congrès de Vienne, la Pologne avait été à nouveau partagée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse].

« Que l'on donne une bonne raclée aux Polonais, jusqu'à ce que mort s'en suive ! Si nous voulons survivre, nous n'avons pas d'autre solution que de les exterminer. »

Mais il doit faire marche arrière face aux réactions de Paris, Londres et Vienne, et la Russie parvient finalement à réduire seule l'insurrection polonaise.

Ces attermoissements renforcent l'opposition des libéraux et de la presse, ce à quoi Bismarck répond par une série de limogeages, suspensions, mutations dans les coins les plus reculés de la Prusse orientale, et surtout par un édit sur la presse renforçant la censure.

Une nouvelle fois, des événements extérieurs vont bouleverser la situation, cette fois en provenance du Nord de l'Allemagne.

2. Guerre des duchés, guerre austro-prussienne, guerre contre la France (1863-1870).

Le Schleswig et le Holstein sont deux duchés indépendants situés entre le Mecklembourg et le Danemark, à cheval sur la mer du Nord et la mer baltique. Le Schleswig compte un fort peuplement danois, son grand-duc est traditionnellement le roi du Danemark (lien personnel).

Le Holstein, membre de la Confédération germanique, est presque entièrement allemand.

Le 30 mars 1863, le roi du Danemark Frédéric VII annonce l'incorporation du Schleswig au royaume, violant en cela le traité de Londres de 1852, garanti par la France, la Russie et le Royaume-Uni, par lequel le Danemark s'engageait à respecter le caractère personnel de ses liens avec le Schleswig, et donc à ne pas l'incorporer.

L'Autriche et la Prusse exigent alors du Danemark qu'il revienne au *statu quo* du traité de Londres. Refus de Christian IX, successeur de Frédéric VII, mort brutalement en novembre 1863. Les troupes de la Confédération germanique (c.à d. prussiennes et autrichiennes) occupent le Schleswig dès février 1864, puis avancent jusqu'au Jutland danois. Abandonné par les garants du traité de Londres, le roi du Danemark cède tous ses droits sur les duchés à l'Autriche et à la Prusse (traité de Vienne du 30 octobre 1864).

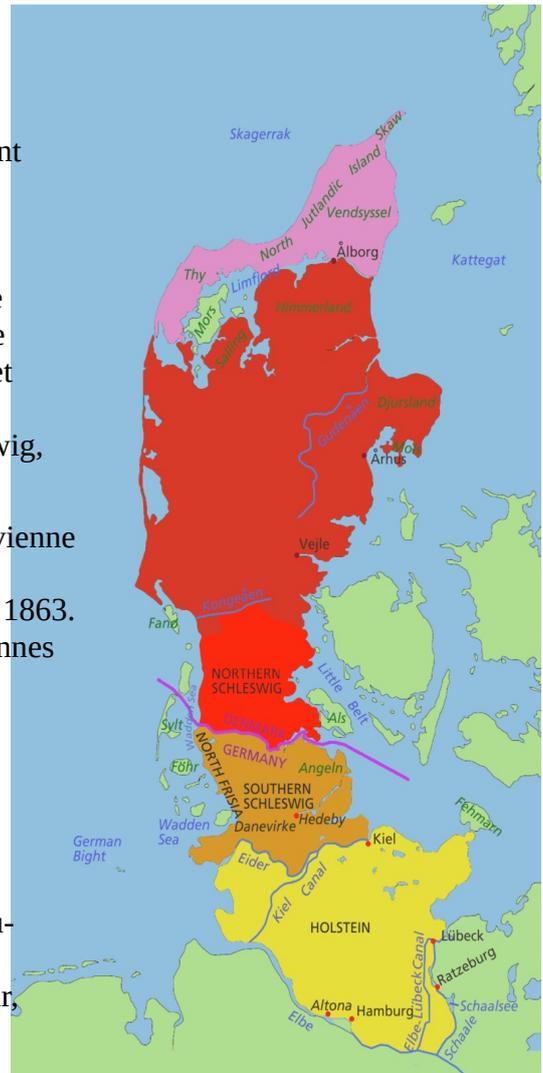
Ces succès militaires amènent les libéraux à modérer leur opposition à Bismarck, et même à voter en 1865 la reconduction du Zollverein, qui profite largement aux milieux d'affaires qui leur sont proches : industrialisation de la Ruhr, construction d'un dense réseau de chemins de fer (Alfred Krupp, fabricant de matériel ferroviaire et de canons), chimie (Bayer), bâtiment, avec la modernisation de Berlin (plan d'aménagement de James Hobrecht en 1862 à l'image de Hausmann à Paris, réseau d'égouts en 1869). Les députés libéraux sont amenés à collaborer avec le gouvernement.

Mais l'Autriche et la Prusse ont du mal à s'entendre sur le sort des duchés. Le **compromis de Gastein** (août 1865) prévoit certes un partage des duchés entre les deux puissances : le Holstein (au sud) à l'Autriche et le Schleswig (population majoritairement danoise) à la Prusse, situation ingérable pour le Holstein autrichien qui se retrouve totalement enclavé dans la Prusse, d'autant plus que celle-ci dispose d'une base navale à Kiel, principal port du Holstein, et y commence le percement d'un canal reliant les deux mers (en service encore aujourd'hui).

Les incidents se multiplient, mais l'opposition intérieure prussienne retient Bismarck d'engager le conflit avec l'Autriche : une partie des libéraux, la famille royale et une large partie de l'opinion publique restent attachés à la "vieille alliance" (attentat manqué du 7 mai 1866, dont le but était de supprimer Bismarck pour éviter la guerre avec l'Autriche).

Celui-ci était par ailleurs tout à fait conscient du rapport des forces, défavorable à la Prusse.

Son chef d'état-major, **Helmuth von Moltke** (oncle du Moltke de 1914), disciple de Clausewitz, lui suggère l'idée d'une alliance de revers avec l'Italie, ce qui obligerait l'Autriche à dégarnir le front nord. Bismarck s'assure de la neutralité de la France et conclut une alliance avec le Royaume d'Italie, à qui il promet la Vénétie en cas de victoire. Sentant la menace, François-Joseph tente de désamorcer cette alliance en cédant la Vénétie aux Italiens, sur proposition de Napoléon III.



Mais il mobilise en même temps ses troupes à la fois en Bohême et à la frontière italienne, ce à quoi les Italiens répondent par une mobilisation générale.

Pour ramener ses troupes vers le sud, François-Joseph cherche alors à se dégager du bourbier du Schleswig-Holstein. Profitant du soutien de la majorité des membres de la Confédération, il leur propose de prendre en charge l'avenir des duchés, violant ainsi le compromis de Gastein.

En réponse la Prusse occupe le Holstein (14 juin 1866) et proclame la dissolution de la Confédération germanique créée en 1815.

Officiellement, l'Autriche peut compter sur le soutien de la Confédération, mais seul le royaume de Saxe la soutient fermement. Dépassées par la modernité de l'armée prussienne, les troupes autrichiennes sont écrasées à la bataille de **Sadowa** (Bohême), le 3 juillet 1866.

Le **fusil Dreyse**, l'un des premiers fusils à chargement par la culasse, qui équipe depuis peu l'armée prussienne, a été déterminant, comme il le sera contre la France 4 ans plus tard.



François-Joseph est alors contraint de demander la paix (traités de Prague et de Vienne).

L'Empire autrichien devient la "**double monarchie**" d'**Autriche-Hongrie**, où les Hongrois disposent des mêmes droits que les Autrichiens. L'Italie obtient la Vénétie, la Prusse annexe le Hanovre, la Hesse-Cassel, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort.

La Confédération germanique disparaît et laisse place à une **Confédération de l'Allemagne du Nord** (der Nord-deutsche Bund – carte p.17) dominée par le Royaume de Prusse, dont la population passe de 17,2 à 24,6 millions d'h.

Bismarck refrène difficilement – au prix d'une menace de démission - les désirs annexionnistes de Guillaume, qui voudrait entrer dans Vienne à la tête des troupes prussiennes et occuper l'Autriche, annexer la partie autrichienne de la Silésie (Pologne) et les Sudètes.

C'est en gros le programme de "Grossdeutschland" que réalisera Hitler en 1938-1939, s'appuyant sur l'irrégentisme des populations germanophones d'Autriche, de Tchécoslovaquie et de Pologne.

Que se serait-il passé si Guillaume l'avait emporté sur Bismarck ? Les deux guerres mondiales auraient-elles été évitées ? Les autres puissances européennes auraient-elles accepté la formation d'une "superpuissance allemande" ? Qui avait raison, Bismarck ou Guillaume ?

Bismarck affirmait : « *La sagesse commande non de se demander tout ce qu'on pourra arracher à l'ennemi, mais de ne viser que ce qui correspond à une exigence politique (...) Si l'Autriche était gravement blessée, elle deviendrait l'alliée de la France et de tout ennemi que nous aurions.* »



... France à qui, pour obtenir sa neutralité, il avait laissé entendre qu'il ne s'opposerait pas à une annexion par celle-ci de parties de la Belgique et du Luxembourg.

Toutefois quand début 1867, Napoléon III tente de racheter le Luxembourg au roi des Pays-Bas (il avait renoncé à la Belgique par crainte de mécontenter le Royaume-Uni), Bismarck n'apporte pas son soutien et divulgue les intentions de l'empereur français, réveillant ainsi les vieux réflexes nationalistes allemands (le Luxembourg faisait partie du Bund), et confortant sa majorité à la diète. Le roi des Pays-bas Guillaume III d'Orange retire son accord, et Napoléon III, affaibli par sa désastreuse expédition mexicaine, doit se satisfaire de la neutralité du grand-duché de Luxembourg.

Cette manœuvre contribue à la montée d'un sentiment anti-prussien au sein de l'opinion publique française, qui ressentait déjà la victoire prussienne comme une agression. Napoléon III, humilié par l'affaire du Luxembourg où il a le sentiment de s'être fait rouler par Bismarck, tente alors maladroitement de conclure des alliances avec l'Autriche et l'Italie, afin de ne pas se retrouver seul face aux ambitions de la Prusse, avec laquelle une guerre semble de plus en plus probable.

Pour Bismarck, l'essentiel est atteint : l'Autriche se retrouve définitivement exclue d'Allemagne. « Casca il mundo » (le monde s'effondre), s'exclame le cardinal Antonelli, chef de la diplomatie pontificale.

* En Prusse, la dynamique initiée par Sadowa aboutit à la recomposition du paysage politique.

Dissolution de la diète, nouvelles élections qui donnent la majorité aux conservateurs.

Mais ceux-ci sont divisés entre "vieux conservateurs" et "conservateurs libres".

Les premiers, minoritaires au sein de leur parti, de tradition féodale et attachés à l'alliance avec l'Autriche, voudraient que Bismarck profite de sa majorité pour réviser la constitution dans le sens du renforcement du pouvoir royal.

Les seconds (diplomatie, haute administration, grands propriétaires et gros industriels bénéficiaires du Zollverein), acquis à l'idée d'une "petite Allemagne, soutiennent Bismarck.

De leur côté, les libéraux sont eux aussi divisés, entre d'une part les nationaux-libéraux, qui placent le désir de puissance nationale avant le souci de liberté et qui sont prêts à rejoindre Bismarck, et d'autre part les libéraux progressistes, partisans d'un régime parlementaire, qui n'oublient pas le conflit constitutionnel toujours ouvert à propos du budget de l'armée

Bismarck choisit de tendre la main aux nationaux-libéraux, jouant sur les divisions internes des deux camps. [*Macron n'aurait pas fait mieux...*]

Il dispose ainsi d'une majorité de centre droit. La loi ratifiant les dépenses militaires des quatre années passées est adoptée, et la diète lui attribue triomphalement une dotation de 400.000 thalers, somme énorme qui lui permet d'acquérir une somptueuse propriété en Poméranie.

* Au niveau de la nouvelle Confédération de l'Allemagne du Nord, un parlement élu au suffrage universel masculin adopte au printemps 1867 une Constitution entièrement inspirée par Bismarck : la Prusse, qui représente à elle seule les 4/5^{èmes} de la population, contrôle tous les rouages, le roi de Prusse exerce héréditairement la présidence de la Confédération, en conduit la politique étrangère et est le commandant en chef des armées. Il nomme le chancelier et les ministres.

Le chancelier – poste que Bismarck se réserve – n'est responsable que devant le roi, les délégués des États siègent à la chambre haute (Bundesrat), et les députés élus au suffrage universel direct masculin siègent à la chambre basse (Bundestag), à laquelle échappe le contrôle des dépenses militaires, soit 80% du budget !

Désormais à la fois Chancelier fédéral de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Ministre-président de Prusse et Ministre prussien des Affaires étrangères, anobli par le roi de Prusse, le comte Otto von Bismarck n'a plus qu'un seul projet : compléter l'unité allemande en y adjoignant les quatre États du Sud non rattachés à la Confédération de l'Allemagne du Nord : Bavière, Wurtemberg, pays de Bade et la partie sud de la Hesse (Hesse-Darmstadt).

À cela deux obstacles :

- ✓ Napoléon III, plus que jamais déterminé à s'opposer à la montée en puissance de la Prusse ;
- ✓ le sentiment anti-prussien et l'attachement à leur souveraineté des États du Sud.

Mais ils sont membres du Zollverein, ce qui les rend militairement et économiquement dépendants du nord de l'Allemagne, que ce soit au niveau des exportations, de l'énergie ou des besoins de financement.

Bismarck va donc une fois de plus utiliser le Zollverein comme outil politique, en créant un "*Zollparlament*" réunissant députés de la Confédération du Nord et des États du Sud, formant ainsi « *le noyau et le germe du processus d'union* », et démontrant à l'ensemble de l'Europe – et en particulier à Napoléon III, grand défenseur du droit des peuples – que l'opinion publique adhère au programme d'unification. Mais la victoire électorale des partisans du maintien de la souveraineté des différents États fait échouer ses plans (février 1868), en particulier en Bavière et au Wurtemberg, très majoritairement catholiques et particularistes (*Patriotenpartei*).

Une guerre contre la France ferait donc d'une pierre deux coups, **à la condition que celle-ci apparaisse comme l'agresseur**, ce qui convaincra les États et les populations du Sud de la nécessité d'une union défensive avec la Prusse, et surtout permettra d'éviter l'eupéanisation du conflit.

Il ne reste plus à Bismarck qu'à trouver une occasion qui lui laisse "le beau rôle", celui de l'agressé, comme dans les deux guerres précédentes (contre le Danemark, puis contre l'Autriche). Cette occasion, il va la fabriquer, ce sera la dépêche d'Ems.

La guerre franco-prussienne (1870).

Toute l'affaire est partie d'Espagne, dont le trône était vacant depuis la "Gloriosa", révolution de 1868. Les Espagnols, à la recherche d'un successeur catholique convenable, offrent finalement la couronne à Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, un prince de la branche cadette des Hohenzollern catholiques, apparentés, comme leur nom l'indique, à la famille royale de Prusse.

La France serait ainsi prise en tenaille entre deux rois allemands, comme au temps de Charles Quint. Situation dont Bismarck comprend immédiatement l'intérêt – exacerber le sentiment anti-prussien des Français et les amener à déclarer la guerre – en poussant à l'élection de Léopold par les Cortes. Napoléon III réagit comme prévu et son ministre des affaires étrangères le duc Agénor de Gramont envoie un ultimatum à Guillaume I^{er}, roi de Prusse et chef de la famille des Hohenzollern : si un prince de cette dynastie accepte la couronne d'Espagne, le gouvernement français sera forcé de répondre, la nature de la réponse restant ambiguë.

Le prince retire sa candidature, ce qui apaise la crise, mais Napoléon III donne comme instruction à son ambassadeur à Berlin d'exiger du roi de Prusse, qui se trouve en vacances dans la ville thermale de Bad Ems (Rhénanie-Palatinat), qu'il signe une déclaration par laquelle il renonce définitivement à soutenir l'installation d'un Hohenzollern sur le trône d'Espagne.

Guillaume I^{er} refuse de signer un tel accord et envoie à Bismarck une dépêche décrivant les exigences françaises. C'est la fameuse "**dépêche d'Ems**", texte que Bismarck s'empresse de reformuler de manière provocante et de publier dans la presse, de manière à « **exciter le taureau gaulois** ».

« Sa Majesté le roi a refusé de recevoir encore une fois l'ambassadeur [de France] et lui a fait dire par l'aide de camp de service que sa Majesté n'avait rien de plus à communiquer à l'ambassadeur. »

Les Français tombent dans le piège, « *c'est une gifle* » déclare le duc de Gramont, des rassemblements envahissent les Grands Boulevards aux cris de « **À Berlin !** ».

Le 14 juillet 1870, le gouvernement impérial décrète la mobilisation générale, le 19 juillet la France déclare la guerre à la Prusse.

Manifeste de la section parisienne de l'AIT (1^{ère} Internationale), 12 juillet 1870 :
« Une fois encore, sous prétexte d'équilibre européen, d'honneur national, des ambitions politiques menacent la paix du monde. Travailleurs français, allemands, que nos voix s'unissent dans un cri de réprobation contre la guerre ! (...) La guerre ne peut être aux yeux des travailleurs qu'une criminelle absurdité. »

Les prévisions de Bismarck s'avèrent exactes : les États du Sud se joignent à la Prusse, par crainte d'une invasion française, et, bien que sollicités par Napoléon III, ni Victor-Emmanuel ni François-Joseph, ne sont prêts à participer au conflit, d'autant plus que ce dernier craint une éventuelle intervention de la Russie aux côtés de la Prusse.

La France se retrouve donc seule face à la Prusse et ses alliés allemands.

La défaite de la France est rapide et écrasante. À cela, plusieurs causes.

- x Une armée prussienne réorganisée (réforme de Von Roon 1860), bien équipée (canons Krupp et fusils Dreyse) et bien entraînée (guerres de 1864 et 1866), manœuvrant suivant la stratégie efficace de Moltke.
- x La rapidité de la mobilisation prussienne due à un réseau ferroviaire dense : les troupes prussiennes arrivent sur le champ de bataille reposées et prêtes à combattre tandis que les unités françaises doivent marcher plusieurs kilomètres pour rejoindre le lieu de la bataille.

Moins bien équipée que l'armée prussienne et commandée par des généraux d'opérette (Mac-Mahon), l'armée française est rapidement mise en déroute. Bazaine encerclé dans Metz doit se rendre avec 180.000 soldats et tout leur matériel, l'empereur français et une armée complète sont faits prisonniers à Sedan le 1^{er} septembre 1870.



***Bismarck et
Napoléon III
à Sedan
le 2 septembre
1870***

La République est proclamée à Paris le 4 septembre.

Bismarck entretenait un certain mépris vis à vis des Français :

« Comme nation, les Français ressemblent à certaines gens de nos classes inférieures. Ils sont étroits d'esprit et brutaux, fanfarons, impudents et, par leur comportement arrogant et violent, ils s'attirent l'admiration de ceux qui leur ressemblent (...) La France est une nation de pantins ; ils ressemblent à trente millions de nègres serviles. »

Il ne s'attendait pas à la résistance du gouvernement de la Défense nationale, de Gambetta en particulier. Pressé d'en finir par crainte d'une internationalisation du conflit, Bismarck réclame de Moltke qu'il donne l'assaut à Paris encerclé depuis le 18 septembre. Moltke, qui n'avait de comptes à rendre qu'au roi chef des armées, préfère affamer les Parisiens par un siège assorti de bombardements, ce qui renforce leur résistance et prolonge la guerre de quelques mois. Trochu, Gambetta, Crémieux, Bourbaki, aidés de Garibaldi, tentent en vain un dernier baroud d'honneur (armées de la Loire, du Nord et de l'Est). La présence de francs-tireurs harcelant les arrières de l'armée allemande déclenche la colère de Bismarck, qui presse Moltke réticent de "finir le job", en pratiquant prises d'otages, destructions de villages et exécutions sommaires des "terroristes".

Norbert Elias cite un extrait d'un ouvrage extrêmement populaire ("*Volk wider Volk*" de Walter Bloem), qui vante la victoire prussienne de 1870 :

« Les francs-tireurs (français) s'enfuirent pour sauver leur peau. Parmi eux un masque bovin de colère et de peur... c'était une femme. Tous furent attachés par des cordes et on se mit au petit trot ; les prisonniers devaient courir au point qu'ils avaient la langue pendante, s'ils ne voulaient pas être traînés sur le sol (...) Et les uhlands ne leur épargnaient pas les horions, les bourrades, les coups assénés avec la hampe de leur lance... le femme reçut aussi son dû... On avait depuis longtemps oublié de distinguer hommes et bêtes... Un ennemi prisonnier n'était rien d'autre qu'une sale bête. »

Dès janvier 1871, la victoire allemande est certaine, Paris capitule et le gouvernement de la Défense nationale signe un armistice de 21 jours, au cours desquels les Français éliront une assemblée appelée à choisir entre la paix et la guerre. L'assemblée élue hâtivement le 8 février, après une campagne électorale tronquée - majoritairement rurale et royaliste -, se prononce pour la paix et s'installe à Bordeaux, avant de se réfugier à Versailles dès le début de la Commune de Paris (mars 1871). Victor Hugo, élu, démissionne en réaction à l'annulation de l'élection de Garibaldi – car étranger. Thiers est nommé chef du pouvoir exécutif provisoire, chargé de négocier avec Bismarck les conditions de la paix.

Le traité de Francfort est signé le 10 mai 1871, **en pleine Commune de Paris** (Bismarck s'en désintéresse, car c'est pour lui une affaire intérieure française).

Principales clauses :

- ✕ annexion de l'Alsace (sauf Belfort) et de la partie minière de la Lorraine (essentiellement le département de la Moselle). Bismarck refuse la consultation des populations, car il s'agit pour lui d'un "retour" à l'Allemagne de pays de culture germanique. Les Alsaciens-Lorrains qui désirent conserver la nationalité française doivent quitter la région avant le 1^{er} octobre 1872. Bismarck veut surtout « rendre plus difficiles les prochaines agressions françaises sur la frontière de l'Allemagne du Sud » et « établir naturellement une relation plus étroite entre le Nord et le Sud ». C'est pourquoi l'Alsace-Lorraine se verra doter du statut particulier de "terre d'Empire", sans administration locale.

Cette annexion, dont Bismarck était finalement partisan pour des raisons de sécurité militaire (zone tampon) bien plus que par nationalisme culturel, s'est révélée par la suite comme l'une de ses grandes erreurs, car elle a nourri le désir de revanche français.

- ✕ une indemnité de guerre de 6 milliards de francs-or à verser en trois ans, ramenée à 5 milliards en échange de l'entrée des troupes allemandes dans Paris. En gage de ce paiement, les Allemands obtiennent l'occupation d'une partie du territoire (6 départements du Nord et Belfort) jusqu'au paiement complet de cette somme.

Le 16 septembre 1873, le dernier soldat allemand quitte Verdun.

2^{ème} cours : le "Chancelier de fer". La construction de la puissance allemande (1871-1890).

La fondation du Reich :

Dix jours avant la signature de l'armistice, les princes allemands et le commandement militaire avaient proclamé Guillaume I^{er} empereur allemand – **Kaiser** (César, tsar) - dans la galerie des Glaces du château de Versailles (18 janvier 1871 – date choisie en référence à la fondation du royaume de Prusse, le 18 janvier 1701 à Königsberg). Ce titre d'"empereur allemand" avait été imposé à Guillaume par Bismarck, qui estimait que le titre d'"empereur des Allemands" risquait de porter atteinte à l'honneur des rois désormais fédérés, et non vassaux.

Bismarck avait habilement rédigé lui-même la *Kaiserbrief*, par laquelle Louis II de Bavière demandait à Guillaume I^{er} d'accepter la couronne impériale, qu'il reçoit ainsi du représentant de la plus ancienne dynastie régnante dans les pays de langue allemande (les Wittelsbach, 738 ans !), et non d'une assemblée élue. En échange, Louis II de Bavière reçoit une rente conséquente qui lui permet d'achever ses fameux châteaux.

Les États du Sud (Bavière, Wurtemberg, pays de Bade et Hesse-Darmstadt) rejoignent ainsi la Confédération du Nord, qui prend la forme d'une fédération d'États monarchiques et le nom de Reich allemand, en référence à la tradition médiévale antérieure aux Habsbourg autrichiens.



Une nouvelle puissance apparaît donc en Europe : *das deutsche Reich*.

540.000 km² (≈ France), 41 millions d'habitants en 1871 (50 millions en 1890 !).

Benjamin Disraeli, premier ministre conservateur du Royaume-Uni de la reine Victoria, déclare en février 1871 « l'unité de l'Allemagne est une révolution aux conséquences encore plus vastes que la révolution de 1789 ».

Un célèbre tableau de Karl Anton von Werner met en scène la cérémonie de proclamation de l'Empire : la scène est exclusivement occupée par des dignitaires en uniforme, y compris Bismarck en uniforme de cuirassier. Le message est clair : l'Empire naît d'une victoire militaire et est l'œuvre des généraux et des princes, et non d'une quelconque souveraineté populaire.

Le Deuxième Reich est un État militaire porté en triomphe par ses succès guerriers.



C'est Bismarck, quintessence du noble prussien, qui réalise par les armes le rêve d'unité allemande des classes moyennes et de la bourgeoisie libérale, rêve d'unification pacifique que celles-ci n'avaient pas été capables de réaliser par leurs propres moyens.

Et l'ensemble de la population, bourgeoisie libérale comprise, s'empresse de reprendre à son compte les valeurs militaires, délaissant les valeurs humanistes qu'avaient portées Goethe et Schiller. Discipline, honneur, dureté, volonté de fer sont désormais les qualités à la mode, et l'on porte l'uniforme à la cour comme dans les administrations.

« La victoire de l'armée allemande sur la France fut en même temps la victoire de la noblesse sur la bourgeoisie en Allemagne. » (Norbert Elias)

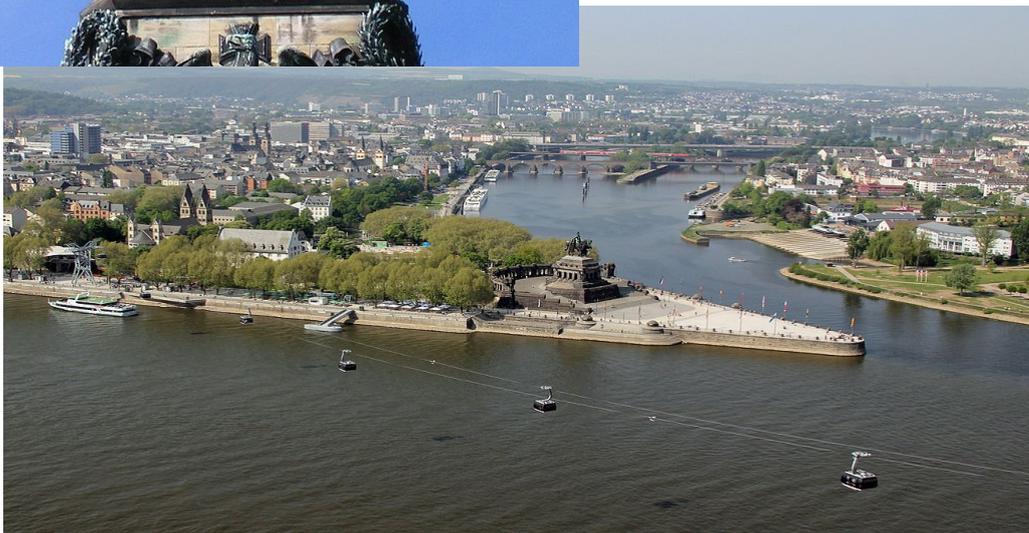
Pour Bismarck, si l'unité allemande est maintenant achevée, il reste à assurer au Reich stabilité, prospérité et sécurité, ce qui implique un pouvoir indiscuté sur le plan intérieur, et une puissance capable de s'imposer dans les négociations internationales.

Sur le plan intérieur, il faut d'abord construire un "sentiment national".



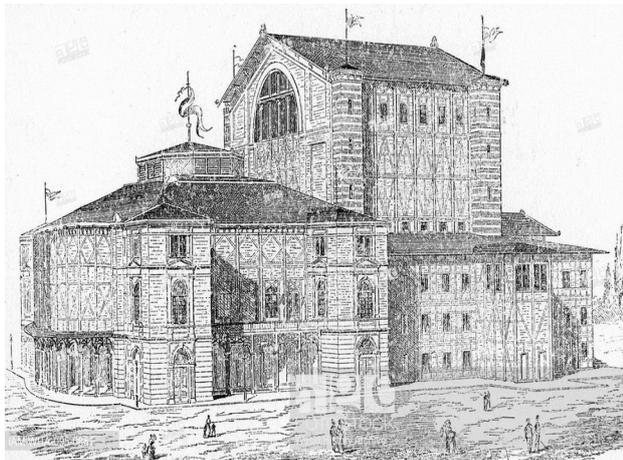
Sentiment national qu'il faut nourrir d'un certain nombre de symboles :

- un drapeau, reprenant les couleurs prussiennes (blanc et noir) ;
- un blason, représentant l'aigle germanique ;
- un hymne national (*Heil dir im Siegerkranz, heil dir Kaiser*, sur la musique du "God save the Queen") ;
- des monuments commémoratifs, comme ci-contre "Germania" au Deutsches Eck à Coblenz (confluent du Rhin et de la Moselle) : « *En souvenir dusoulèvement victorieux du peuple allemand et du rétablissement de l'Empire allemand -1870-1871* »



Le moment fort de cette "création des identités nationales" (Anne-Marie Thiesse) a été le XIX^{ème} siècle. Chaque nation a alors fabriqué son "récit national", fait de mythes, de légendes, et aussi de héros plus ou moins historiques. Pour n'en citer que quelques-uns, l'épopée entièrement fabriquée d'Ossian et les romans de Walter Scott pour les Britanniques, le Kalevala pour les Finlandais, Vercingétorix et Clovis pour les Français. => "littérature performative": le texte crée l'Histoire.

Pour les Allemands du Reich à peine créé, la mythologie germanique sera exaltée par **Wagner** (Wotan, les Nibelungen, les Walkyries, Siegfried, d'après "La Mythologie allemande" de Jacob Grimm) – Bismarck est présent lors de l'inauguration du **Festspielhaus de Bayreuth**, le 13 août 1876, pour la première de l'intégrale de la tétralogie (*le Ring*, ou "Anneau du Nibelung").



C'est à cette occasion que **Nietzsche**, également présent, commence à se détacher de Wagner, déçu de son comportement de courtisan envers les puissants et de son adhésion au triomphalisme chauvin et vulgaire des nouveaux Allemands qu'il détestait. Voir les deux premières "Considérations inactuelles" (1873-1874), où il exprime sa crainte que ce triomphe des armes n'entraîne « *la défaite, même l'extirpation de la culture allemande au bénéfice de l'Empire allemand* ».

Nietzsche avait renoncé à la nationalité prussienne dès 1869, devenant désormais apatride. cf. Stendhal : « *La nation s'enivre de gloire, adieu la liberté.* »

Le héros national, ce sera **Arminius** ("Hermann le Chérusque", cf. Clovis "le fier Sicambre") :

en septembre 9 de notre ère, sous le règne d'Auguste, période de grande expansion de l'Empire romain, en Rhénanie du Nord une alliance de tribus germaniques dirigée par Arminius, ex-commandant de mercenaires chérusques au service de Rome, a pris en embuscade et détruit trois légions romaines menés par le général Varus, stoppant définitivement l'avance romaine vers l'est du Rhin.

Heinrich von Kleist avait déjà célébré cette bataille du "Teutoburger Wald".



HERMANN'S TRIUMPHANT PROCESSION AFTER THE DEFEAT OF VARUS



Sa pièce "La bataille d'Arminius" (*die Hermannsschlacht*), - 1808, en pleine occupation napoléonienne – contenait évidemment un message nationaliste, comme quelques mois plus tard "Le Prince de Hombourg" .

En 1875, l'imposante statue d'Arminius, le Hermannsdenkmal, statue haute de plus d'une cinquantaine de mètres sculptée par Ernst von Bandel. est achevée au cœur de la forêt de Teutobourg.

Ce monument répond à celui érigé en 1865 par Napoléon III à Alise-Sainte-Reine en l'honneur de Vercingétorix, le culte d'Arminius répond à celui de Vercingétorix sur l'autre rive du Rhin, les deux personnages jouant un rôle essentiel dans la construction des stéréotypes nationaux de la France et de l'Allemagne.

Ces premières années du Reich ("*Gründerjahre*" = années fondatrices) sont aussi celles d'une exceptionnelle croissance économique, 8% en moyenne.

L'Allemagne impériale passe d'un État rural à un État industrialisé : en moins de trois ans, la production industrielle bondit de 30%, celle de fonte de 40% et celle d'acier de 80% ; une industrie de pointe se développe reposant sur les grands groupes innovants créés dans les années 1860 :

- dans le domaine de la sidérurgie moderne, de l'armement, des chemins de fer (Krupp, Thyssen) et des premiers moteurs à explosion (Daimler) ;
- dans le domaine de la chimie, avec Hoechst, Agfa, BASF, Bayer – ces trois dernières formeront plus tard le groupe IG Farben (Zyklon B), démantelé en 1952 (dénazification) ;
- dans le domaine de l'équipement électrique : AEG, Siemens, constructeur du premier éclairage public électrique à Berlin dès 1880 (métro en 1902). Paris au gaz jusqu'en 1920.

Ces entreprises bénéficient de bas salaires, sont tournées vers l'exportation et sont financées par des banques puissantes (*Deutsche Bank, Dresdner Bank*). Le secteur tertiaire et la finance prennent une place de plus en plus importante.

Les réparations de guerre de la France facilitent ce développement, la loi monétaire du 4 décembre 1871 instaure le mark comme monnaie unique de l'Empire, basée sur une stricte convertibilité en or (étalon-or).

Pour assurer la stabilité intérieure, il faut aussi des institutions solides.

La Constitution de l'Empire allemand (*Verfassung des deutschen Kaiserreiches*) est rédigée principalement par Bismarck, et est inspirée de celle de la Confédération de l'Allemagne du Nord :

- État fédéral, constitué de 25 États, dont 4 royaumes – Bavière, Saxe, Wurtemberg et bien sûr la Prusse, qui représente à elle seule les $\frac{2}{3}$ de la superficie et de la population -, + l'Alsace-Lorraine avec le statut spécial de "Reichsland".
Chaque État conserve son gouvernement (roi ou autre) et son parlement, dont les pouvoirs sont limités aux affaires locales : police, justice, instruction, cultes. Dans la plupart des États fédérés est conservé un suffrage censitaire du type prussien (système des trois classes : la minorité la plus riche élit un tiers des députés, la classe moyenne un autre tiers et la vaste majorité des sujets un dernier tiers), assurant une majorité conservatrice.

- À sa tête le roi de Prusse, désigné comme Kaiser héréditaire, chef des armées.
- Un "Bundesrat" formé des représentants des États fédérés.
- Un "Reichstag" élu au suffrage pseudo-universel (seuls les hommes âgés de plus de 25 ans peuvent voter) et égalitaire, c'est à dire non censitaire. ≠ Prusse
Vote les lois et le budget, mais peut être dissout par le Chancelier.
- Un Chancelier (Reichskanzler), non-responsable devant le parlement, mais **nommé et révocable par le Kaiser**, ce qui sera son talon d'Achille face à Guillaume II.
Également ministre-président de Prusse, il détermine la politique du Reich et nomme les secrétaires d'État (il n'y a pas de ministres du Reich).
Anobli par le Kaiser, le prince Otto von Bismarck sera donc à la fois Chancelier impérial d'Allemagne, Ministre-président et ministre des affaires étrangères de Prusse.

► forte concentration des pouvoirs et un mode d'élection qui défavorise les partis ouvriers.

Malgré une certaine fatigue, de nombreux problèmes de santé liés au surmenage et aux excès de table (il pèse jusqu'à 120 kg et consomme de l'opium), et une nette préférence pour la vie de *gentleman farmer* qui le tient éloigné de Berlin parfois pendant plusieurs mois, l'homme de pouvoir qu'est profondément Bismarck se doit de rester au centre de la vie politique pour défendre et parachever son œuvre.

« *En ce qui me concerne, la passion de la politique a dévoré au fil du temps les autres passions.* »

Bismarck et les partis politiques :

Bismarck n'a jamais été le chef d'un parti, il a toujours su louvoyer entre les oppositions, s'appuyant alternativement sur les conservateurs et les libéraux majoritaires en 1871, dont il saura par la suite instrumentaliser les divisions. Mais ses deux principaux adversaires, ceux qu'il appelait "les ennemis du Reich" sont les catholiques, majoritaires dans les États du Sud peu enthousiastes envers le Reich à domination prussienne et protestante, et les socialistes, dont l'industrialisation et l'urbanisation de l'Allemagne lui fait craindre la montée en puissance.

- Le Kulturkampf (1872-1878) : "combat culturel" contre l'Église catholique.

Dès 1870, les catholiques s'organisent politiquement en fondant le Zentrum (futur CDU), parti confessionnel partisan de l'alliance avec l'Autriche catholique, proche également des prêtres polonais qui posaient déjà à l'époque un problème en tentant de "repoloniser" les territoires prussiens habités par une minorité polonaise.

« *J'ai toujours considéré comme l'un des phénomènes les plus monstrueux de la vie politique [le fait qu']une fraction confessionnelle se constitue dans une assemblée.* »

Toutes les citations sont extraites de "*Gedanken und Erinnerungen*" (*Pensées et souvenirs*) – voir la bibliographie

Les prises de position ultra-conservatrices et l'intransigeance du pape intégriste Pie IX (1846-1878) ne font qu'envenimer la situation : "Syllabus errorum" (1864), catalogue de 80 erreurs qui seraient présentes dans la politique, la culture et la science moderne, notamment la liberté d'expression, la liberté religieuse et la séparation de l'Église et de l'État.

En outre, le concile Vatican I (1870) affirme le dogme de l'infaillibilité pontificale, malgré le refus d'une partie minoritaire du clergé allemand.

Les relations diplomatiques entre l'Allemagne et le Vatican sont rompues en 1872, et Bismarck, s'appuyant sur les libéraux majoritaires au Reichstag, fait passer une série de lois et de décrets instituant une stricte séparation entre l'Église et l'État, le contrôle des écoles et des séminaires par l'État et l'interdiction des ordres religieux (sauf hospitaliers).

En Prusse et en Bade, 1.800 prêtres sont emprisonnés, plusieurs évêques sont destitués ou exilés, en 1877 8 diocèses sur 12 sont vacants, et un millier de paroisses (¼) n'ont pas de curé.

Pie IX menace d'excommunication ceux qui appliqueront les mesures imposées par Bismarck, qui doit reculer devant la résistance unitaire des catholiques et finalement composer avec le Zentrum, dont il aura besoin pour faire voter les lois anti-socialistes de 1878, en accord avec le pape nouvellement élu, Léon XIII, inspirateur de la "politique sociale de l'Église".

Le Zentrum sort renforcé de ce conflit, dont ne resteront que l'expulsion des Jésuites (jusqu'en 1917), le contrôle des écoles par l'État qui reste associé au processus de désignation des évêques, le mariage civil obligatoire (abrogé le 1.1.2009), et la laïcisation de l'état-civil.

- le virage de 1878 : lois anti-socialistes et retour au protectionnisme.

Le krach boursier de 1873, parti des banques autrichiennes et se propageant rapidement à New-York et à toute l'Europe (Grande Déflation 1873-1896) marque la fin de l'euphorie des *Gründerjahre*.

En quelques mois, 61 banques, 116 entreprises industrielles et 4 compagnies de chemin de fer sont déclarées en faillite. Chute des cours de la Bourse, surproduction, déflation, ralentissement de l'activité, chômage : tous les ingrédients d'une crise économique.

La situation déjà misérable des travailleurs empire : bas salaires, long temps de travail, absence de protection face à la maladie, aux accidents du travail, au chômage, à l'âge, et logements trop souvent insalubres. Voir **Gerhardt Hauptmann**, "le Zola allemand".

C'est l'ensemble du credo libéral qui est atteint, le libre-échange est mis en cause et un courant favorable au protectionnisme se développe, notamment parmi les industriels touchés par la crise, et les grands propriétaires terriens victimes de la concurrence des céréales russes et américaines.

Les thèses marxistes trouvent leur expression politique dans le "*Parti ouvrier social-démocrate*", fondé en 1869 par **August Bebel** et **Wilhelm Liebknecht**. Il absorbe en 1875 "*l'Association générale des travailleurs allemands*" de **Ferdinand Lassalle** (fondée en 1863) ; ensemble ils forment lors du Congrès de Gotha en 1875 le "*Parti socialiste ouvrier d'Allemagne*" (SAP, dont le programme a été critiqué par Marx qui donne la préférence à une "dictature révolutionnaire du prolétariat"). Le SAP deviendra en 1890 le SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*).

Considérés par Bismarck comme des "ennemis du Reich" à cause de leur prise de position contre la guerre franco-allemande de 1870, puis pour la Commune de Paris en 1871, Bebel et Liebknecht sont condamnés à 2 ans de prison pour haute trahison, les principaux membres du parti sont poursuivis en justice.

Malgré cela, les socialistes obtiennent près de 10% des suffrages aux élections de 1877.

Bismarck s'empresse alors d'utiliser l'émotion suscitée par deux attentats visant le Kaiser (mai et juin 1878) pour accuser – à tort – les socialistes, dissoudre le Reichstag et mener une campagne violemment anti-socialiste et prônant un retour au protectionnisme.

Progression du Zentrum et surtout des conservateurs, net recul des libéraux, plus divisés que jamais. Profitant de ces divisions et fort de l'alliance retrouvée avec l'Autriche catholique, Bismarck décide alors de s'appuyer sur une nouvelle coalition, formée des conservateurs et du Zentrum.

L'appoint des nationaux-libéraux lui permet de faire voter les lois d'exception anti-socialistes (19 octobre 1878), donnant aux autorités le pouvoir d'interdire toute association, réunion ou publication diffusant les idées socialistes, et de proclamer l'état de siège si nécessaire. Le SAP est interdit et restera illégal jusqu'à la chute de Bismarck, ses congrès devront se tenir hors d'Allemagne, par ex. à Paris en 1889, où est fondée la II^{ème} Internationale.

Mais pour obtenir le vote des nationaux-libéraux, Bismarck doit renoncer à interdire aux socialistes de se porter individuellement candidats et d'être élus aux différentes élections... ce qui ne manquera pas de se produire en réaction à la répression.

Dans la foulée, s'appuyant sur le Zentrum auquel il concède une large fédéralisation des revenus douaniers jusque là principal revenu du Reich, Bismarck fait voter un relèvement des droits de douane sur l'acier, le bois, les céréales et les viandes, consacrant la rupture avec les libéraux qui lui avaient été fidèles depuis la fondation de l'Empire, et dont le parti éclate entre nationaux-libéraux, qui continuent à le soutenir, et libéraux progressistes. Il se trouve ainsi à la tête d'une majorité hétérogène, à l'intérieur de laquelle aucune composante ne possède de position dominante. Dans son discours au Reichstag du 9 juillet 1878, il déclare : « *Le gouvernement ne se soumettra jamais à la domination d'aucun parti* ».

De fait, il a toujours tout fait pour réduire l'influence des partis qu'il juge exorbitante. Dès 1874, il avait proclamé devant le Reichstag : « *Les partis et les programmes politiques ont fait leur temps. Peu à peu ils seront obligés, qu'ils le veuillent ou non, de mener une politique qui tienne compte des intérêts matériels. Cette nécessaire évaluation est inscrite dans l'esprit du temps qui est plus fort que les partis.* »

Les élections successives ne lui donnent pas de majorité stable, et les sociaux-démocrates ne cessent de progresser. Bismarck réagit en ajoutant à ses fonctions celle de Ministre du commerce de Prusse, où il crée fin 1880 un Conseil économique (*Volkswirtschaftsrat*) chargé de donner des avis sur les dossiers économiques et dont les membres sont recrutés dans les milieux professionnels, la plupart nommés directement par le ministre.

Les libéraux y voient un "contre-parlement" destiné à marginaliser les assemblées, et donc les partis. Les démissions de ministres se succèdent, alors que l'autoritarisme de Bismarck frôle la paranoïa : « *Je n'exige qu'une chose : qu'on me comprenne et qu'on m'obéisse... Puisque chacun, au sein du cabinet prussien, en est venu à comprendre que tout ministre peut être renvoyé à ma demande, il règne à l'intérieur du gouvernement une discipline qui n'a jamais existé auparavant.* » C'est alors qu'il met en place une législation sociale sans équivalent en Europe, s'opposant là aussi au credo libéral, qui y voit "une idée datant de la phase décadente de la République romaine".

- Lois sociales :

Si le conflit avec les catholiques du Zentrum a fini par s'apaiser, grâce en partie à la souplesse de Léon XIII, l'offensive lancée en 1878 contre les socialistes ne se relâchera pas.

Comme les Saint-Simoniens et leurs nombreux disciples dans les universités allemandes, comme Napoléon III ("*De l'extinction du paupérisme*" en 1844, droit de grève en 1864), comme le pape Léon XIII, Bismarck pense qu'un engagement fort en direction des classes défavorisées les détachera de la tentation socialiste. **Il s'agit de poser les fondations d'une monarchie sociale.**

« *L'État, parce qu'il est celui qui dispose le plus facilement d'argent, doit prendre l'affaire en main. Pourquoi l'invalidé de guerre et le fonctionnaire atteint par l'âge devraient-ils avoir une retraite, et pas le soldat du travail ? (...) Instituer une assurance générale des couches modestes de la population aurait une portée morale et politique incommensurable (...) Voilà l'idée : **un socialisme d'État !** La collectivité doit prendre en charge l'assistance aux plus défavorisés.* »

Beaucoup y voient la volonté d'accroître le pouvoir de l'État, voire une ébauche de "biopolitique". Trois grandes lois sociales sont alors votées, avec le soutien du Zentrum, des conservateurs et des nationaux-libéraux : assurance maladie en 1883 ; assurance accidents de travail en 1884 ; assurance vieillesse et invalidité en 1889.

- Soins médicaux, médicaments, lunettes, bandages, etc. sont gratuits pour les assurés. Indemnités journalières après le troisième jour de maladie, indemnité de maternité après l'accouchement, sauf aux ouvrières agricoles non mariées.
- Création d'un Bureau des assurances de l'Empire, chargé du contrôle des préventions d'accidents.
- Cotiser à l'assurance vieillesse (créée en 1889) est obligatoire dès l'âge de 16 ans. La pension vieillesse est versée à tout assuré de 70 ans qui a réglé sa cotisation durant 30 ans.

Mais Bismarck refusera toujours d'agir pour une amélioration des conditions de travail des ouvriers, et refusera l'introduction du repos dominical.

Comme le Kulturkampf, sa politique sociale est un échec relatif, les sociaux-démocrates continuent leur progression et prennent progressivement le contrôle des caisses d'assurance.

Reste l'idée typiquement bismarckienne que le progrès social n'est pas forcément l'enfant des barricades ; reste aussi un système souvent imité.

- ➔ Système dit "bismarckien", assurantiel financé par les cotisations (cf. notre "Sécurité sociale"), $\frac{2}{3}$ par les ouvriers et $\frac{1}{3}$ par les employeurs (cotisations sociales = socialisation d'une part des salaires) + gestion paritaire et garantie de l'État ;
- ➔ par opposition au système anglo-saxon, dit "beveridgien", universel et financé par l'impôt, déconnecté du salaire.

Bismarck cherche alors à pérenniser la coalition de circonstance Zentrum / conservateurs / nationaux-libéraux, qui a permis le vote des lois sociales. Usant de tous les artifices, il s'en prend tout d'abord aux Polonais des régions annexées à la Prusse en 1815, les accusant d'irrégentisme et mettant en place en 1886 une campagne d'expropriation des propriétaires terriens polonais au profit de colons allemands... stigmatisation du "péril slave" reprise moins de 50 ans plus tard par les nazis. Le Zentrum, traditionnel défenseur des catholiques polonais, se retrouve accusé d'antipatriotisme et déconsidéré aux yeux des électeurs.

De plus, le refus de voter son projet de loi de programmation septennale du budget militaire ("*querelle du septennat*"), dans un contexte de possible guerre de revanche avec la France, le mène à dissoudre une nouvelle fois le Reichstag en janvier 1887. Après une campagne agitant là aussi la fibre nationaliste, les élections lui donnent enfin la majorité stable qu'il recherchait depuis sa nomination, libéraux progressistes et sociaux-démocrates sont affaiblis, le septennat en matière de budget militaire est voté.

Politique étrangère :

Pendant toutes ces années, Bismarck est quotidiennement aux commandes de la diplomatie allemande, son "domaine réservé".

Trois objectifs complémentaires, sur lesquels il va parfois s'opposer violemment à l'empereur et à son état-major :

1. Pas de nouvelles conquêtes, l'unité allemande est achevée, l'Allemagne est une "**puissance saturée**". La paix est nécessaire à sa prospérité. (≠ Hitler)

2. Isoler la France, turbulente et revancharde, dont le redressement rapide et le solde anticipé dès l'automne 1873 des 5 milliards de l'indemnité de guerre inquiètent les Allemands.

« *L'heure du grand danger pour notre avenir sonnera au moment où la France paraîtra de nouveau aux monarchies européennes digne d'entrer dans une alliance.* »

Pour éviter ce danger, rien de mieux que de soutenir les républicains contre les monarchistes adversaires de la III^{ème} République encore balbutiante, et de rendre ainsi la France "infréquentable" aux yeux des monarchies européennes. **Realpolitik** de Bismarck, pragmatique plus qu'idéologue.

3. Maintenir un statu quo en Europe : éviter tout conflit avec et entre les Empires voisins, la Russie et l'Autriche-Hongrie, dont les intérêts s'opposent dans les Balkans, et entre lesquels un conflit permettrait à la France de se réintroduire dans le jeu diplomatique ; le souvenir de la guerre de Crimée est encore frais.

« *Nous devons instaurer une situation telle que chacun empêche l'autre de tirer l'épée.* »

Premier pas dans cette direction : l'entente signée en octobre 1873 entre les trois empereurs (Guillaume I^{er}, François-Joseph et le tsar Alexandre II). Il s'agit d'une entente, et non d'un traité contraignant, que Bismarck a toujours voulu éviter de peur que l'Allemagne ne soit entraînée malgré elle dans un conflit qui ne touche pas ses intérêts directs... prudence prophétique !

Le projet français d'instituer la conscription obligatoire (loi Cissey de 1872) lui fait craindre une "guerre de revanche". « *Que toute l'Europe comprenne enfin que ces Peaux-Rouges en bottes vernies sont d'incorrigibles trouble-fête et ont bien des chances de le rester.* »

Mais la Russie et le Royaume-Uni craignent bien plus l'instauration d'une hégémonie allemande en Europe et Bismarck va devoir renoncer à ses projets de nouvelle guerre contre la France et développer ses talents de diplomate.

Les conflits dans les Balkans et en Méditerranée orientale vont lui fournir l'occasion de se comporter en "**honnête courtier**" : les sujets chrétiens de l'Empire Ottoman – orthodoxes et catholiques - supportent de plus en plus mal la domination de la Sublime Porte, de multiples révoltes éclatent en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et en Bulgarie ; en juillet 1876, la Serbie et le Monténégro se soulèvent contre la tutelle de l'Empire Ottoman. La Russie intervient au nom du panslavisme et obtient une victoire nette sur les Turcs. L'Autriche-Hongrie, craignant la création d'une "grande Serbie" à ses frontières, menace alors d'annexer la Bosnie-Herzégovine.

Par son habileté diplomatique, Bismarck va enrayer l'élargissement du conflit. Il déclare vouloir créer « *une situation politique générale, où toutes les puissances européennes sauf la France ont besoin de nous, et sont autant que possible dissuadés de coalitions contre nous par leurs relations réciproques* ». ("**Kissinger Diktat**" - Bad Kissingen, été 1877),

Le **Congrès de Berlin** (juin 1878) confirme la neutralité de l'Allemagne et instaure ce qu'on appellera plus tard la "balkanisation" (Rathenau 1919), fragmentation d'une région ou d'un État en petits États impuissants et souvent hostiles les uns envers les autres : la Serbie obtient son indépendance et adopte une politique pro-autrichienne malgré une population majoritairement slave et orthodoxe, avant qu'un coup d'État ne porte au pouvoir le très libéral Pierre I^{er} en 1903.

La Bosnie-Herzégovine tombe sous administration autrichienne (annexion 1878), des mouvements pro-serbes ne tarderont pas à s'y développer, qui mèneront à l'attentat de **Sarajevo** du 28 juin 1914.

La Russie, victorieuse militairement sur les Turcs, n'obtient que quelques territoires asiatiques de l'Empire Ottoman et surtout la création d'une Bulgarie indépendante, à population majoritairement slave et orthodoxe, soumise à son influence mais sans accès au Bosphore ni à la mer Égée ainsi que l'exige le Royaume-Uni. À la Russie la mer Noire, au Royaume-Uni Chypre et l'Égypte, on retrouve ici des éléments du "**Grand Jeu**" (RU / Russie) ► cours de Marc Brunet.

Bismarck apparaît alors comme l'architecte et le garant de la paix européenne, mais le tsar voit dans ces mesures un déséquilibre en faveur de l'Autriche. Et il le fait savoir à son oncle, l'empereur Guillaume. L'empereur et son chancelier se menacent mutuellement de démission, mais Bismarck finit par l'emporter et, le 7 octobre 1879, le **traité d'alliance austro-allemand** est signé à Vienne :

« *Si l'une des deux puissances est attaquée par la Russie, les deux puissances mettront en commun toutes leurs forces contre elle ; en cas d'attaque venue d'un autre État, elles se promettent seulement une neutralité bienveillante.* » cf. l'enchaînement d'ultimatums de juillet 1914.

Contrairement à Guillaume, Bismarck ne craint pas que ce traité précipite la Russie tsariste dans une alliance avec la France républicaine ; il calcule au contraire qu'il poussera la Russie à reprendre place dans une entente entre les trois empereurs, par nostalgie de la Sainte-Alliance...

Ce qui ne manque pas de se produire dès mars 1881, avec un assouplissement de la position russe suite à l'assassinat d'Alexandre II et à l'avènement d'Alexandre III, plus sensible à la solidarité entre monarchies face à la menace révolutionnaire.

Le 18 juin 1881, le nouveau **Traité des trois empereurs** (*Dreikaiserbündnis*) unit l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie : les trois pays s'assurent une bienveillante neutralité dans le cas d'une guerre et les Balkans sont partagés en deux zones d'influence reprenant à peu de choses près les termes du Congrès de Berlin. Ce traité sera renouvelé pour trois ans en 1884.

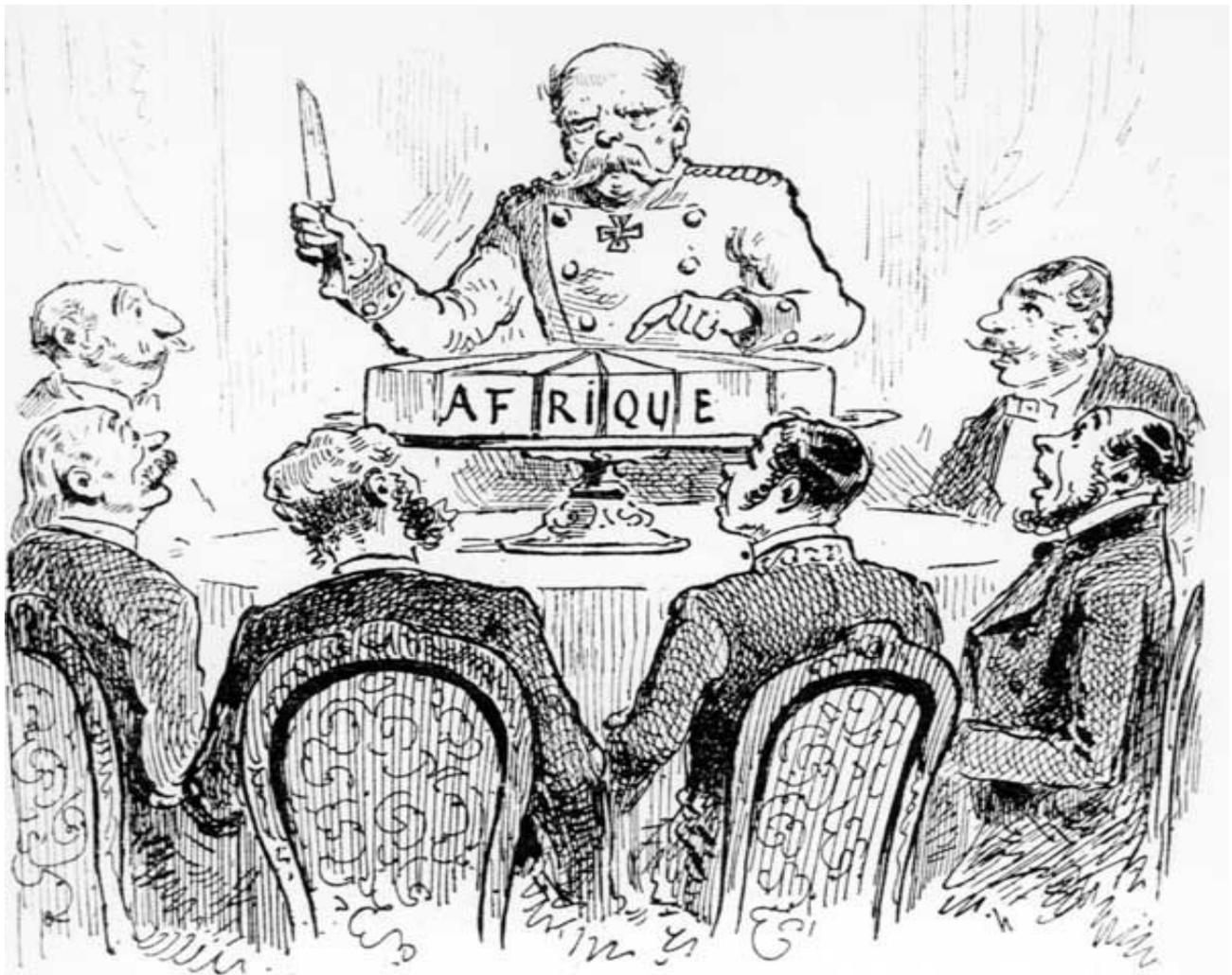
Cette même année 1881, **Jules Ferry**, dont la politique d'expansion coloniale était encouragée par Bismarck pour le détourner de la "ligne bleue des Vosges", grille la politesse à l'Italie et instaure un protectorat français sur la Tunisie (*traité du Bardo de mai 1881*). L'Italie se tourne alors vers Bismarck qui saute sur l'occasion, convainc non sans mal l'Autriche-Hongrie de se joindre à cette alliance, et forme ainsi **la Triple**, par laquelle les trois pays s'assurent une protection et une aide réciproque dans le cas d'une attaque française.

En profond terrien, Bismarck avait déclaré : « *Aussi longtemps que je serai le chancelier du Reich, nous ne mènerons pas de politique coloniale* ».

Mais le différend franco-italien sur la Tunisie et la crainte de passer à côté de la vague de colonisation des années 80 l'amènent à lancer le Reich dans une vaste politique afro-asiatique : dès 1882 création de la célèbre *Kolonialverein*, qui comptera rapidement plus de 10.000 adhérents ; établissement de protectorats en Afrique du sud-ouest (Namibie, pays des **Héréros** massacrés par les troupes coloniales allemandes en 1904 – premier génocide du XX^{ème} siècle).

Protectorats aussi sur le Togo et le Cameroun en juin 1884, sur la Tanzanie et le Rwanda-Burundi en février 1885, sur Zanzibar et le nord-est de la Nouvelle-Guinée en mai 1885.

Avec cette politique coloniale et ses quelques avantages économiques, Bismarck joue avant tout sur le contentieux franco-britannique en Afrique et surtout en Égypte. Il encourage Jules Ferry dans ses conquêtes d'outre-mer, espérant par là affaiblir militairement la France et alimenter sa brouille avec le Royaume-Uni. C'est l'objectif principal de la **conférence de Berlin** (nov. 1884 à février 1885), sorte de partage de l'Afrique et surtout attribution du Congo au roi de Belgique Léopold II comme propriété personnelle. On sait la manière dont Léopold II traita les autochtones (*Au cœur des Ténèbres* de Joseph Conrad – 1899).



La chute de Jules Ferry en mars 1885 achève de détourner Bismarck des conquêtes africaines, même si le Reich conservera ses colonies jusqu'en 1919 ((traité de Versailles).

Mais l'autorité avec laquelle Bismarck a dirigé la conférence de Berlin et imposé la domination allemande sur de nombreux territoires, loin de conforter son image d'arbitre bienveillant des conflits européens – "l'honnête courtier" -, a éveillé la méfiance des Britanniques qui voient désormais dans l'Allemagne un dangereux et insatiable rival commercial et ne tarderont pas à se rapprocher de la France (Entente cordiale de 1904)... malgré les liens familiaux étroits qui unissent les empereurs d'Allemagne à la famille royale d'Angleterre ainsi qu'aux Romanov :

- ➔ **Frédéric III, fils de Guillaume I^{er}** et prince héritier d'Allemagne, avait épousé en 1858 à Londres la princesse royale Victoria, fille de la reine Victoria. Leur fils deviendra Kaiser en 1888 sous le nom de Guillaume II, qui est donc le petit-fils de la reine Victoria et le "cousin issu de germain" du roi d'Angleterre George V, lui aussi petit-fils de la reine Victoria.
- ➔ **Le tsar Alexandre II** (abolition du servage) était le neveu de Guillaume I^{er}.
- ➔ **Nicolas II**, son petit-fils, dernier tsar de Russie, était arrière-petit-cousin de Victoria par sa mère, et donc cousin éloigné de George V et de Guillaume II...

Retour donc sur le vieux continent, où il ne reste plus qu'à consolider le statu quo avec la Russie, ce qui, en complément de la Triplice, assurera l'isolement diplomatique de la France, où les rodомontades du Général Boulanger, alors ministre de la guerre, et les remous de l'affaire Schnaebèle – sombre histoire d'agents secrets orchestrée par Boulanger et désamorcée par Bismarck - font dangereusement monter le sentiment patriotique (Ligue des patriotes, Déroulède). En 1885, le conflit entre Bulgares, soutenus par la Russie, et Serbes, soutenus par l'Autriche, fait voler en éclats le traité des trois empereurs renouvelé un an plus tôt. Pour Bismarck, il est urgent de désamorcer le conflit, d'autant plus qu'un rapprochement franco-russe semble s'amorcer, sur les plans militaire, financier (la Russie contracte de plus en plus ses emprunts auprès des banques françaises), et commercial (les exportations russes de céréales pâtissent du relèvement des tarifs douaniers du Reich suite à la politique protectionniste de Bismarck).

Bismarck affirmera un an plus tard : « *Ma carte d'Afrique est en Europe. Voici la Russie et voici la France et nous sommes au milieu ; la voilà, ma carte d'Afrique.* »

Signé en secret le 18 juin 1887, après cinq mois de négociations, le "**Traité de réassurance**" (*Rückversicherungsvertrag*) unit fermement l'Allemagne à la Russie impériale : pas d'alliance franco-russe en cas d'attaque française contre l'Allemagne ; pas d'alliance austro-allemande en cas d'attaque autrichienne contre la Russie ainsi que dans le cas d'une intervention russe en Bulgarie ou dans le Bosphore et les Dardanelles. L'Autriche-Hongrie est absente du traité.

La fin des années 80 du XIX^{ème} siècle voit donc Bismarck en position de force sur le plan intérieur ; sa politique étrangère lui a permis d'éviter les guerres et de maintenir le statu quo, mais l'équilibre entre Russie et Autriche-Hongrie est fragile et les tensions sont nombreuses avec la France et le RU.

Chute et légende :

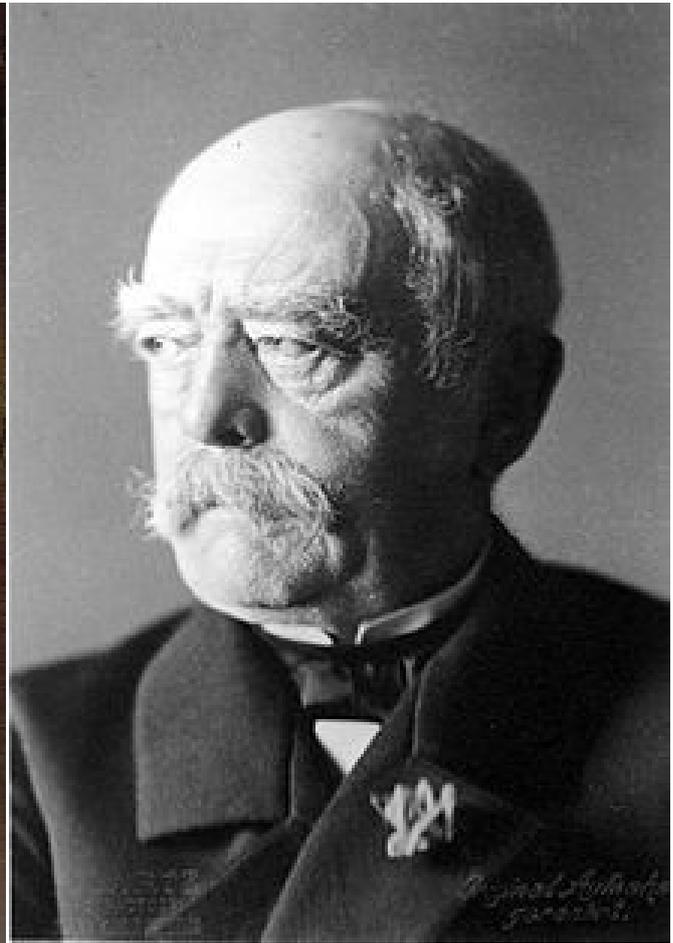
Les difficultés viennent cette fois d'en haut : le vieil empereur Guillaume I^{er}, âgé de 91 ans, décède le 9 mars 1888. Ce prussien de la vieille école avait toujours su s'accommoder des méthodes de son chancelier, dont il aimait à dire : « *Il est difficile d'être empereur sous Bismarck* ».

Son fils et successeur Frédéric III, atteint d'un cancer du larynx, ne survivra que 98 jours, laissant en juin la place à son jeune fils, l'empereur Guillaume II, qui régnera jusqu'en 1918 (30 ans).

Les Allemands surnomment 1888 "l'année des trois empereurs".

Pour Bismarck, c'est le début de la fin.

Lorsque Guillaume II monte sur le trône, il n'a que 29 ans, alors que Bismarck, âgé de 73 ans, est aux commandes depuis plus d'un quart de siècle.



L'orgueil, le bellicisme et la surestime de soi de Guillaume II, son impatience d'exercer le pouvoir et de se débarrasser de l'encombrante tutelle de Bismarck, s'ajoutent à une certaine incompatibilité d'humeur entre le jeune et immature empereur et le vieux chancelier fier de ses succès qui s'agrippe au pouvoir malgré sa santé déclinante (morphine).

Le clash devient inévitable en février 1890.

De nombreuses mines sont alors en grève, revendiquant la journée de travail de 8 heures.

Guillaume décide alors de négocier directement avec les représentants ouvriers un projet de loi concernant la protection des travailleurs, sans avertir Bismarck.

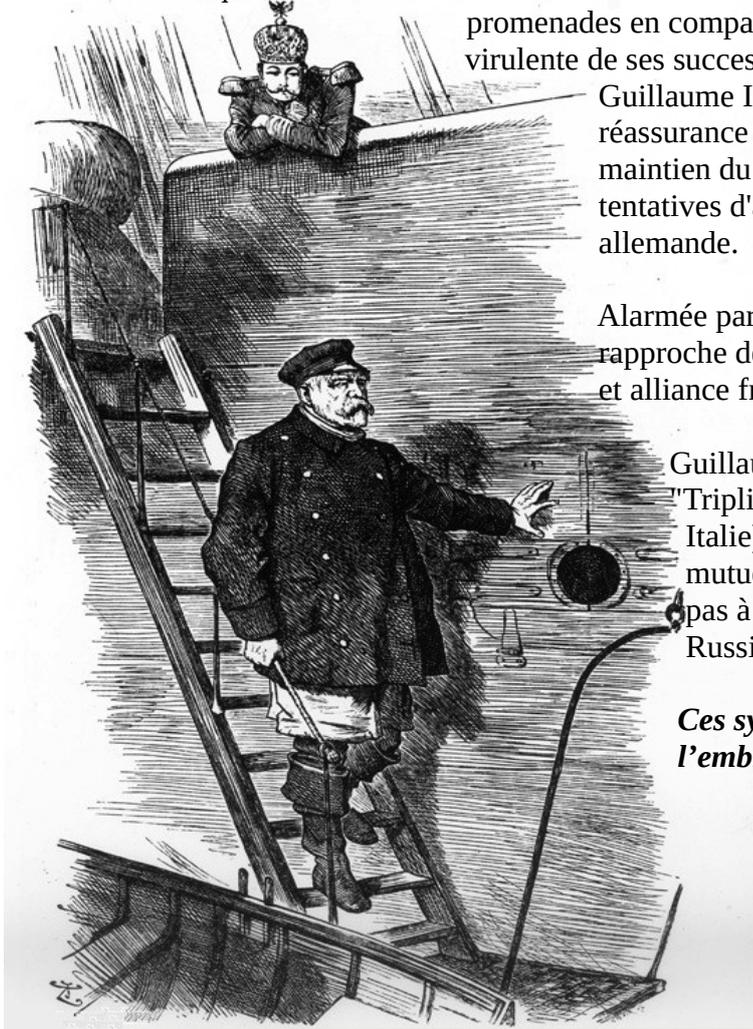
Celui-ci y voit une concession à la sociale-démocratie, d'autant plus que le Reichstag vient de lui refuser la prolongation indéfinie des lois antisocialistes.

De plus, les élections du 20 février se soldent par une lourde défaite du cartel qui le soutenait : conservateurs et nationaux-libéraux perdent une grande partie de leurs sièges, tandis que les libéraux de gauche doublent leur score et que les sociaux-démocrates obtiennent 20% des suffrages. Face à ces échecs, Bismarck tente de s'appuyer sur les députés du Zentrum (coalition majoritaire possible avec les conservateurs). Mais le nouvel empereur, protestant militant, en est resté à une hostilité radicale envers les catholiques, et, surtout, Bismarck a négligé de le tenir informé de ses intentions. Le vieux Bismarck est contraint de donner sa démission le 20 mars 1890.

Fondé sur la primauté du pouvoir monarchique, le système bismarckien se retourne contre son auteur, qui quitte Berlin avec les honneurs militaires et sous les acclamations de la foule.

Bismarck vit son éviction du pouvoir comme un intolérable affront, malgré le véritable culte qui célèbre le "forgeron de l'unité allemande".

Les huit années qui lui restent à vivre seront consacrées à la lecture, à la bonne chair, aux promenades en compagnie de ses deux chiens... et à la critique virulente de ses successeurs, en particulier de l'empereur Guillaume II, qui refuse de renouveler le traité de réassurance avec la Russie, considérant qu'un maintien du traité se ferait au détriment de ses tentatives d'attirer le Royaume-Uni dans la sphère allemande.



Alarmée par son isolement croissant, la Russie se rapproche de la France (convention militaire de 1892 et alliance franco-russe de 1893).

Guillaume II s'empresse alors de transformer la "Triplice" de Bismarck (Allemagne / Autriche / Italie) en un traité contraignant d'assistance mutuelle en cas de conflit, auquel ne tardera pas à répondre la "triple Entente" (France / Russie / Royaume-Uni).

Ces systèmes d'alliance seront à la base de l'embrasement mondial de 1914.

Ci-dessous Guillaume II et François-Joseph en 1890



CONCLUSION : l'"homme de pouvoir" et son influence sur l'Allemagne du XX^{ème} siècle

La figure de Bismarck nous aide-t-elle à cerner ce qu'est un "homme de pouvoir" ?

Il y a au moins deux aspects qui font de Bismarck un véritable homme de pouvoir :

- ✓ Un grand projet, dont il ne s'est jamais écarté : une Allemagne unifiée sous domination prussienne (et donc totalement indépendante de l'Autriche), dont la prospérité serait garantie à la fois par un pouvoir fort au dessus des querelles partisans, et un contexte international stable qui lui soit favorable.
- ✓ Pour atteindre ces buts, une poigne de fer accompagnée d'un grand pragmatisme. Il a su ne déclencher des conflits armés que lorsqu'il estimait la victoire possible, tout en se gardant bien d'apparaître comme l'agresseur. Il a aussi été l'homme de la révolution industrielle en Allemagne, qui avait avant lui ½ siècle de retard sur l'Angleterre. Sans être lui-même libéral, Bismarck a su utiliser à son avantage les moyens du libéralisme, libre-échange et suffrage universel, et a mené à bien ses projets même lorsqu'il était minoritaire, en creusant les divisions de ses adversaires.

Son sens des rapports de force, son adresse à utiliser les opportunités, et son art de la négociation lui ont permis de s'imposer tant sur le plan de la politique intérieure que sur celui des relations internationales, sachant se faire craindre sans se faire haïr... suivant les préceptes de Machiavel.

Son influence sur l'histoire de l'Allemagne – et au-delà – est immense.

La "légende Bismarck", illustrée par d'innombrables commémorations et les non moins innombrables monuments colossaux (plus de 20 mètres) érigés à sa gloire, est d'abord portée par la droite nationaliste, qui en fait le champion d'un militarisme agressif, jusqu'à souhaiter l'avènement d'un "nouveau Bismarck", qui accomplirait... tout ce que Bismarck a toujours voulu éviter : annexion de l'Autriche, asservissement des populations slaves, reprise de la politique coloniale...

Le sentiment d'être devenu grâce à Bismarck une grande puissance industrielle, militaire et politique, a rendu la défaite de 1918 d'autant plus insupportable - et inacceptable.

Certains, tel **Gustav Stresemann**, s'inspirent alors du pragmatisme de Bismarck et tentent avec un certain succès – du moins jusqu'en 1929 – de réintroduire l'Allemagne dans le concert des nations.

Mais la république de Weimar voit surtout la montée de l'extrême droite, dont le Bismarck casqué et botté est le héros, avec le slogan "retour à Bismarck", adressé au prussien Hindenburg.

Puis Hitler tente à son tour de récupérer la figure tutélaire de Bismarck.

Il proclame : « *Le nom de celui qui a fondé cet Empire, vous le connaissez, il ne s'appelle pas majorité, il ne s'appelle pas démocratie, il s'appelle Bismarck* ».



Ce que le roi (Frédéric II de Prusse) a conquis,

le prince (Otto von Bismarck) l'a mis en forme,

le maréchal (Hindenburg) l'a défendu

et le soldat (Hitler) l'a sauvé et unifié.

Carte postale diffusée à des centaines de milliers d'exemplaires sous le III^{ème} Reich.

Le culte du Führer fait vite passer Bismarck au second plan, et les milieux conservateurs réalisent bientôt que les nazis mènent une politique suicidaire ; c'est un groupe d'officiers prussiens admirateurs de Bismarck (*opération Walkyrie, Stauffenberg*) qui commettront l'attentat manqué du 20 juillet 1944. ► voir "*Hammerstein*" de Hans Magnus Enzensberger, 2008 - Folio 2010.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, il ne reste rien du Reich bismarckien. Historiens et politiciens sont encore aujourd'hui divisés sur les responsabilités de Bismarck dans les tragédies allemandes du XX^{ème} siècle (Franz Schnabel / Fritz Fischer, Hans Ulrich Wehler / Lothar Gall).

- De Gaulle à la Libération : « *Le nazisme est lié au prussianisme dont Hitler a été la plus dangereuse incarnation. Il faut dénazifier en déprussianisant* »
- Willy Brandt déclarait en 1965 : « *Pour l'évolution démocratique de l'Allemagne, Bismarck, avec sa représentation d'un État au dessus des citoyens, fut un malheur.* »

S'il n'y a chez Bismarck ni conception raciale de la nation, ni appétit de conquêtes démesuré, ni volonté génocidaire – ce qui le différencie du nazisme –, sa conception de l'État a laissé de profondes traces dans la mentalité allemande.

Cette sorte d'échange "garantie de prospérité contre renonciation à l'action citoyenne", hérité de la pensée politique de Luther ("*Gehorchen ist des Bürgers Pflicht*" = obéir est le premier devoir du citoyen) restera une constante de la vie politique allemande (cf. Max Weber).

Norbert Elias rappelle que « *l'une des caractéristiques les plus notables du développement allemand réside dans le fait que la réalisation de l'unité nationale ainsi que toute la phase initiale d'industrialisation du pays, se déroulèrent dans le cadre d'un régime largement autocratique (...) où la masse du peuple tendait à se représenter ce qu'on appelle un État davantage comme quelque chose de l'ordre du "ils" que comme quelque chose de l'ordre du "nous"* »

Il parle d'« *accoutumance à une loi absolue édictée d'en haut, sans participation* ».

Et lorsqu'il s'est agi, à la fin des années 40, de refonder la souveraineté d'un État que le nazisme avait totalement discrédité, il a bien fallu trouver une "loi absolue" sur laquelle asseoir à nouveau le pouvoir, **une transcendance**, comme dirait Philippe Mengue :

- pas question de restaurer une monarchie de droit divin comme le Reich de Guillaume ;
- pas question non plus de retomber dans l'impuissance et les querelles partisans de Weimar,
- ni de bâtir un État omnipotent à la mode soviétique comme en RDA, ce à quoi les vainqueurs anglo-américains s'opposeraient absolument.

Les dirigeants d'Allemagne de l'ouest (RFA) ont alors appliqué les théories développées lors du colloque Lippmann de 1938 et dans la revue "Ordo" (Eucken, Röpke, **Ludwig Erhardt**) : cette fameuse "loi absolue qui fonde le pouvoir", ce sera **la loi du marché**. (cf. Fabienne Dourson)

Mais, contrairement aux libéraux classiques qui considèrent le marché comme un fait de nature et réduisent l'État à ses fonctions régaliennes ("laissez faire – laissez passer"), ils estiment que la libre concurrence ne se développe pas spontanément ; l'État doit l'organiser. Sa mission première sera donc d'être producteur de normes et de règles favorisant le bon fonctionnement du marché, et de faire respecter ces règles. Seule cette discipline sera en mesure d'assurer la prospérité économique... laquelle donnera sa légitimité au pouvoir politique à travers un suffrage universel exercé par des électeurs sollicités non plus en tant que citoyens, mais en tant que consommateurs et calculateurs, en "homo economicus". Exit le débat politique, le rêve de Bismarck est réalisé !

L'"économie sociale de marché" s'est construite sur ces bases, la "concurrence libre et non faussée" devenant le principe régulateur de l'État... ainsi que de l'Union européenne.

Cet ordolibéralisme allemand est la matrice d'un néo-libéralisme qui, imposé violemment aux anciens pays communistes, a produit humiliation, espoirs déçus et peur du déclassement – terreau idéal pour le retour d'une extrême-droite néonazie – voir les dernières élections dans les Länder de l'ex-RDA, et pas seulement en Allemagne.

La terrible montée des inégalités, la perte de confiance envers les élites dirigeantes et donc l'effondrement de la démocratie libérale ont réveillé la demande d'autorité et d'"homme fort" partout dans le monde, de Salvini à Viktor Orban, de Poutine à Recep Tayyip Erdogan, au Brésil, au Nicaragua, etc. *Verticalité du pouvoir = retour du Bismarckisme ?*

Mais c'est une autre histoire...

Bibliographie :

- Otto von Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*, 1898
trad. française *Pensées et souvenirs*, Le Soudier 1899 – rééd. Calmann-Lévy 1984
- Max Weber : *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme* 1905 – trad. française Gallimard 2003
- Lothar Gall : *Bismarck, der weisse Revolutionär* (1980), trad. française Fayard 1984
- Anne-Marie Thiesse : *La création des identités nationales*, Seuil 1999
- Serge Berstein : *Histoire de l'unification Allemande*, Flammarion 2003
- Sandrine Kott : *Bismarck*, Presses de Sciences Po 2004
- Jean-Paul Bled : *Bismarck*, Perrin (Tempus) 2011
- Hans Magnus Enzensberger : *Hammerstein, ou l'intransigeance*, 2008 – Folio 2010
- Johann Chapoutot : *Histoire de l'Allemagne (1806 à nos jours)*, PUF (Que sais-je) 2017
- Norbert Elias : *Les Allemands*, Seuil 2017 (Gesammelte Schriften, vol. 11 Suhrkamp Verlag, Francfort 1989)

Historiens allemands du XIX^{ème} siècle :

Franz Schnabel, Fritz Fischer, Heinrich Lutz, Erich Marcks, Thomas Nipperdey, Michael Stürmer, Hans-Ulrich Wehler, Lothar Gall.

Quelques-unes parmi les nombreuses biographies de Bismarck en allemand :

Erich Eyck (1944), Andreas Hillgruber (1978), Ernst Engelberg (1985), Christian von Krockow (1997)